



bimensuel
n° 52 - 10.05.79
7Ff - 4Fs - 50 Fb

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

contre l'Europe des capitalistes



power to the workers, potere a chi lavora, le pouvoir aux travailleurs, el poder a los trabajadores, arbeiter macht

pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

IV^e Internationale 

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN on
25 numéros**



TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 25 dollars
Can. Par avion, USA et Canada:
35 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la ré-
daction.
Versement: libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envo-
yer à «Inprecor».



Découper ce bulletin
et le retourner à «Inprecor»
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France



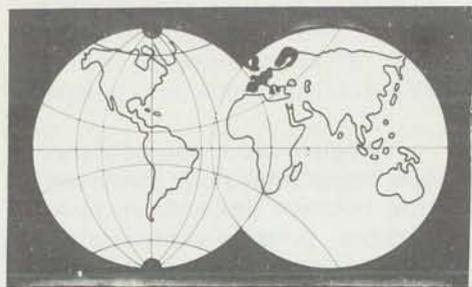
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
.....
PAYS

Sommaire

- Page 3 EUROPE
Conférence européenne de la IVe Internationale,
les 2 et 3 juin à Anvers
- Page 5 La riposte ouvrière à l'offensive d'austérité
Ernest Mandel
- Page 10 ITALIE
Politique d'union nationale et austérité
- Page 14 La politique de la gauche syndicale italienne
- Page 18 FRANCE
La bataille pour l'unité ouvrière
- Page 22 La lutte pour les nationalisations
L'exemple de la sidérurgie française
- Page 24 ESPAGNE
Le mouvement syndical et la libération des femmes
- Page 27 BELGIQUE
Contrôle ouvrier contre cogestion
- Page 32 EUROPE
A l'action immédiate pour la semaine de 35 heures !
- Page 36 PAYS DE L'EST
Organisons la solidarité ouvrière avec les travailleurs
des pays de l'Est
- Page 40 PEROU
Liberté pour nos camarades du PST péruvien

«Inprecor», Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire:
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Conférence ouvrière de la IVe Internationale, les 2 et 3 juin à Anvers

● Avec les prochaines élections pour le Parlement européen, la bourgeoisie cherche à se renforcer face à la classe ouvrière dans les différents pays du Marché commun. La IVe Internationale participe à ces élections sans la moindre illusion, dans le seul but de faire entendre la voix de l'internationalisme prolétarien et d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation contre cette vieille Europe capitaliste. A cet effet, elle présente des listes en Belgique et au Luxembourg où les lois électorales n'entravent pas la participation des révolutionnaires. En Grande-Bretagne, l'IMG présentera le camarade Tariq Ali dans une circonscription. En France, la LCR présente avec *Lutte ouvrière* une liste «*Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe*».

Mais pour lutter contre l'Europe des patrons, il faut œuvrer à la mobilisation dans l'unité des travailleurs, par-dessus les frontières, sur des plateformes communes d'action. Au cours de ces dernières années, on a vu dans toutes les luttes les travailleurs et les travailleuses exprimer les mêmes aspirations, mettre en avant les mêmes revendications. La situation faite à la classe ouvrière européenne, l'ampleur de l'attaque de la bourgeoisie, exigent de passer à une phase supérieure de l'action : à la coordination consciente des luttes, par branches, par trusts, par secteurs; à la bataille pour la convocation d'un congrès ouvrier pour les 35 heures; à la bataille pour un plan

ouvrier européen contre la crise. Tels sont les axes que les militants ouvriers et syndicalistes marxistes révolutionnaires défendent dans leurs entreprises et leurs organisations de masse tout en œuvrant à la construction de l'instrument indispensable pour mener à bien cette lutte : une internationale ouvrière révolutionnaire, la IVe Internationale.

La campagne européenne sera l'occasion d'une rencontre de cadres ouvriers et syndicalistes de toutes les sections européennes de la IVe Internationale, afin de confronter les expériences, d'en tirer les enseignements pour poursuivre l'action. Cette rencontre aura lieu les 2 et 3 juin à Anvers en Belgique.

Un maximum de 300 camarades ouvriers et ouvrières de toutes les sections d'Europe de la IVe Internationale y participeront. Pourquoi cette limite numérique ? Pour permettre un réel travail, une réelle discussion entre tous les présents. Les délégations seront à la fois représentatives du travail et de l'implantation des sections, de l'importance des pays d'origine dans les luttes de ces dernières années, des branches d'industrie clés. Toutes les sections se sont engagées à faire venir un quota important de femmes travailleuses dans leurs délégations. La conférence travaillera pour l'essentiel en commissions sur des thèmes précis, ce qui permettra à la fois la participation de tous et de toutes (avec un maximum de 60 camarades par

groupe) et d'approfondir vraiment les questions abordées, sans se limiter à des exposés informatifs des luttes dans les différents pays.

Le programme de la conférence sera le suivant :

Elle commencera le samedi 2 juin à 14 heures par un exposé introductif en assemblée générale, ce qui permettra de cadrer politiquement le travail des commissions. Cet exposé sera centré sur les axes de réponse à l'austérité capitaliste et à la politique de collaboration de classe des directions ouvrières traditionnelles.

Ensuite la conférence se divisera en cinq commissions sur les thèmes suivants, qui seront introduits à chaque fois par un ou une camarade d'une section qui présentera la question à partir de l'expérience faite dans son pays et en synthétisant les leçons pour permettre aux camarades des autres pays de s'ancrer dans le débat.

1- La lutte pour la semaine de travail de 35 heures à salaire égal et sans augmentation des cadences. Cette commission sera introduite par des camarades de la section allemande.

2- La lutte dans les services publics. Cette commission sera introduite par les camarades britanniques à la lumière des récentes luttes de masse dans leur pays.

3- La lutte contre l'austérité et contre l'unité nationale. Cette commission sera introduite par les camarades italiens à partir de trois années d'expérience de « *compromis historique* ».

4- La lutte pour les nationalisations. Les camarades français introduiront cette commission à partir de la récente bataille dans la sidérurgie.

5- La lutte contre le racisme et pour les droits des travailleurs immigrés, introduite par les camarades britanniques.

Le samedi après le dîner, la soirée sera laissée libre afin de permettre des prises de contact et des discussions informelles entre les camarades présents. Il pourra entre autres y avoir une réunion entre tous les camarades de l'automobile puisque seront présents des ouvriers de tous les grands trusts automobiles d'Europe.

Le dimanche matin, la conférence reprendra sous forme de commissions sur cinq nouveaux thèmes :

1- L'unité de la classe ouvrière dans ses différentes composantes : hommes et femmes. Cette commission sera animée par les camarades espagnols et abordera plusieurs problèmes : quelles revendications unifiantes ? Quelles revendications spécifiques des femmes ? Comment s'organiser dans le syndicat ? La lutte pour que les syndicats interviennent sur les revendications non-économiques des femmes, avec l'exemple de la lutte pour la liberté de l'avortement.

2- L'unité ouvrière sur le terrain syndical et politique : la bataille pour le syndicat unique et pour le front unique ouvrier. Les camarades français animeront cette commission.

3- Le bilan de la gauche syndicale : la signification de l'apparition de courants de « gauche » dans les organisations syndicales, le bilan de leur action, l'attitude des marxistes révolutionnaires face à ces courants. Ce sont les camarades italiens qui animeront cette commission.

4- La construction du syndicalisme international : coordination des luttes et organisations syndicales européennes. Cette commission sera animée par les camarades belges.

5- Contre la cogestion, pour le contrôle ouvrier : cette commission sera également animée par des camarades belges.

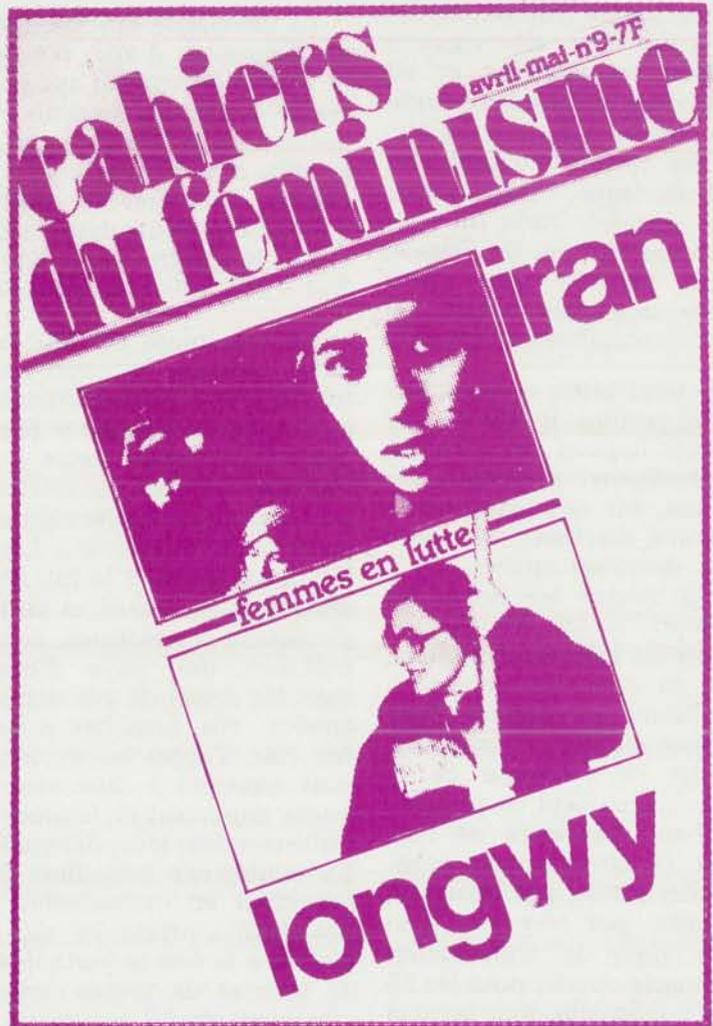
Le dimanche après-midi, la conférence se retrouvera en assemblée générale où sera présenté un rapport sur les oppositions antibureaucratiques en Europe de l'Est, leur développement, l'apparition d'une composante ouvrière de ces oppositions, les actions de solidarité que peut mener le mouvement syndical européen avec les opposants d'Europe de l'Est. C'est aussi par là que passe la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Enfin, à 14 heures, la conférence sera close par un meeting public qui tirera les conclusions

des travaux et les axes de lutte qui en découlent pour le travail des militants ouvriers de la IVe Internationale en Europe.

Il s'agit donc d'une échéance très importante pour l'intervention ouvrière des sections européennes, pour la centralisation des expériences de lutte, pour l'élaboration de nos axes d'intervention. Importance qui dépasse largement les seules sections de la IVe Internationale et concerne tous les militants syndicaux combattifs.

Afin d'assurer une préparation large de cette conférence, le présent numéro d'*Inprecor* y est entièrement consacré. Les différents articles abordent les thèmes qui seront traités dans les commissions, à l'exception de quelques-uns qui n'ont malheureusement pas pu nous parvenir à temps. De même, afin de rendre compte des travaux de la conférence, les différents débats seront enregistrés et publiés le plus rapidement possible ensuite.





Europe

La riposte ouvrière à l'offensive d'austérité

Ernest MANDEL

● Dans tous les pays capitalistes d'Europe, la bourgeoisie avait réagi à la récession généralisée de 1974-1975 en déclenchant une offensive d'austérité anti-ouvrière. Cette offensive visait essentiellement à faire payer par les travailleurs les frais de la crise et de la restructuration capitalistes. Ses principaux angles d'attaque étaient :

* Un effort d'arrêter net toute augmentation des salaires réels, voire de réduire ceux-ci, sous prétexte de combattre l'inflation. Vu le rythme élevé d'augmentation de la productivité qui se maintient dans la plupart des pays impérialistes, un arrêt brutal de la progression des salaires réels, voire leur réduction, se traduit par une augmentation considérable du taux de la plus-value et donc, toute chose restant égale par ailleurs, par un accroissement important du taux de profit. C'était bien là le but principal de la politique d'austérité.

* Une atteinte non moins brutale aux acquis du mouvement ouvrier en matière de sécurité sociale ou de dépenses publiques à portée sociale, qui représentent aujourd'hui dans tous les pays impérialistes, mais surtout dans ceux d'Europe capitaliste, une fraction importante des salaires, au sens fondamental du terme (des « frais de reproduction de la force de travail »).

Le terme de « salaire indirect » (ou de fraction de salai-

re socialisée) est bien approprié dans ce sens. Toute atteinte à ces dépenses, effectuée sous prétexte de réduire le déficit budgétaire, d'« assainir les finances publiques », ou encore une fois de « combattre l'inflation », se traduit par une réduction du niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble, touchant particulièrement certaines couches du prolétariat (malades, retraités, apprentis et jeunes en général, etc.). Une manière indirecte de réduire ce salaire indirect consiste à déplacer une partie des frais de financement de ces dépenses du patronat ou de l'Etat vers les salariés eux-mêmes.

* Une réduction systématique de l'emploi dans toutes les branches d'industrie particulièrement frappées par la crise, allant jusqu'au démantèlement de secteurs ou de sous-secteurs entiers de l'industrie (avec des conséquences particulièrement douloureuses pour des localités ou des régions où sont concentrés ces secteurs). La sidérurgie, la construction navale, l'industrie textile et celle de la chaussure sont des exemples typiques à ce sujet. Le développement régionaux qui s'accroissent en conséquence expliquent en partie la réapparition ou l'accentuation de certaines agitations régionalistes, voire la redécouverte de certaines « identités nationales » régionalistes dans divers pays d'Europe.

Le but de cette restructuration capitaliste est d'élimi-

ner les firmes travaillant à perte et de relever du même fait le taux moyen de profit. Il s'agit de réorienter conjointement une partie des activités industrielles vers le marché mondial, c'est-à-dire d'améliorer les conditions compétitives de l'industrie « nationale » sur ce marché, où la crise a exacerbé la concurrence inter-impérialiste. La restructuration aux frais des travailleurs et de l'emploi (licenciements massifs, fermetures d'entreprises, blocage de l'embauche, mises à la retraite prématurée, etc.) est censée permettre à chaque économie impérialiste de se spécialiser davantage dans des activités industrielles dites « en pointe », aux dépens des activités industrielles dites « en régression ». Elle est appuyée par une politique de subsides étatiques au profit de ces secteurs « en pointe », subsides pour lesquels la réduction relative des dépenses sociales doit dégager les moyens nécessaires.

* Une tentative d'éroder les libertés syndicales et les capacités de riposte vigoureuse du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière devant cette offensive anti-ouvrière généralisée. Il faut placer dans cette catégorie des mesures comme la prolongation de la durée des conventions collectives (Danemark), les attaques contre les piquets de grève combattifs (Grande-Bretagne), les premiers ballons d'essai concernant des restrictions à la liberté de manifestation (France), les tentatives

de réduire les droits des délégués d'usines et leur possibilité de modifier les résultats des négociations nationales sur les salaires et les conditions de travail (Italie, Espagne, Grande-Bretagne, etc.).

Cette offensive anti-ouvrière généralisée a évidemment pris des formes spécifiques de pays en pays. La politique des gouvernements Wilson et Callaghan de limiter les taux d'augmentation des salaires nominaux en Grande-Bretagne, les plans d'austérité du gouvernement Andreotti en Italie et des gouvernements qui se sont succédés au Portugal, le Plan Barre en France, en sont les manifestations les plus frappantes.

LES DIRECTIONS REFORMISTES DEVANT L'OFFENSIVE D'AUSTERITE DE LA BOURGEOISIE

Surprises et décontenancées par la crise et ses conséquences, embourbées dans leur stratégie générale de collaboration de classe, se refusant à envisager une quelconque solution de rechange globalement anti-capitaliste (de rupture avec la logique du profit), les directions réformistes, que ce soient celles des PS, des PC ou des grandes organisations syndicales, ont en général capitulé devant les dessein du grand capital.

Dans une série de pays, avant tout en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale, au Danemark, en partie en Belgique (sous les gouvernements Tindeman II et Van den Boeynants), au Portugal (gouvernements Soares), en Finlande, elles ont même joué le rôle d'initiateurs principaux de la politique d'austérité. Elles ont « géré la crise » capitaliste. Dans d'autres pays, leur engagement en faveur de « pactes sociaux » couvrant la politique d'austérité mise en route par des partis bourgeois a permis sa réalisation pendant une première étape. Ce fut notamment le cas de la politique suivie par le Parti communiste italien (et accessoirement aussi par le Parti socialiste du même pays) sous le gouvernement Andreotti. Ce fut le cas du « Pacte de la Moncloa » en Espagne. Ce

fut également le cas de la Finlande, où le PC a entièrement couvert la politique d'austérité initiée par un gouvernement sous direction social-démocrate et bourgeoise. Le PCF, verbalement, s'oppose encore à la politique d'austérité du gouvernement Barre, mais la CGT qu'il dirige s'est déjà engagée à fond dans la « politique contractuelle ». Quant à la direction Maire de la CFDT, liée à une aile du PS, elle accepte de fait - sous couvert d'une politique de « recentrage » - la politique de l'austérité capitaliste.

Les directions réformistes ont justifié cette capitulation devant l'offensive anti-ouvrière par différentes sortes d'arguments. Les uns allèguent la fatalité économique. En « économie ouverte » (lisez : dans le cadre du marché mondial capitaliste), aucun gouvernement ne peut se soustraire aux « règles du jeu », souvent imposées par le Fonds monétaire international (ce fut surtout le cas du Portugal et de la Grande-Bretagne, en partie aussi celui de l'Italie et de l'Espagne), sous peine de conduire à l'arrêt du crédit international, à la restriction sévère des importations, voire à l'arrêt de toute la vie économique.

Les autres affirment qu'on est placé devant le choix entre une politique d'austérité modérée, appliquée par les directions réformistes, ou une politique d'austérité plus sévère et plus agressive appliquée par les partis bourgeois. Mieux vaudrait, dès lors, choisir le moindre mal.

D'autres affirment cyniquement que la politique d'austérité pourrait être utilisée au profit du mouvement ouvrier, si en échange des sacrifices de consommation courante obtenus de la part des travailleurs, le mouvement ouvrier arrache des concessions importantes en matière d'« élargissement de la démocratie » et de « réformes de structure ». Ce fut particulièrement net dans l'argumentation des dirigeants des Partis communistes italien et espagnol. Finalement, il y a ceux qui affirment que les concessions en matière de salai-

res sont indispensables pour combattre l'hémorragie en matière d'emploi.

Un bilan provisoire des deux premières années de politique d'austérité (grosso modo les années 1976 et 1977, mais avec des variations importantes de pays en pays) démontre le caractère illusoire, voire trompeur, de toutes ces justifications. Les salaires réels des travailleurs ont connu une érosion, surtout au Portugal, en Grande-Bretagne et en République fédérale allemande. Le chômage n'a nulle part reculé. Il a même eu tendance à s'accroître. Les fameuses « réformes de structure » sont inexistantes, ou se réduisent à de vulgaires mesures de « rationalisation » de l'économie capitaliste. Quant à l'« élargissement de la démocratie », elle n'existe que dans l'imagination de directions eurocommunistes. La réalité, c'est une accentuation des tendances répressives marginales (l'exception, c'est évidemment la conquête des principales libertés démocratiques du mouvement ouvrier en Espagne lors du passage du régime franquiste au régime Juan carliste arrachées par une formidable montée du mouvement de masse que la bourgeoisie craignait de voir se transformer en véritable explosion révolutionnaire).

LA RIPOSTE OUVRIERE

La classe ouvrière dans sa majorité n'était pas non plus préparée à une riposte rapide devant l'offensive capitaliste généralisée. Elle venait de sortir d'une période prolongée de « plein emploi » relatif et d'augmentation relative de son pouvoir d'achat. La propagande bourgeoise, puissamment relayée par les directions des partis socialistes et des partis communistes au sein du mouvement ouvrier, lui faisaient croire que les choses allaient continuer ainsi pour une période indéfinie. Le « Programme commun de gouvernement » de l'Union de la gauche en France était fondé sur l'hypothèse d'un taux de croissance annuel régulier de l'économie de 5%.

Ceux qui avertissaient les travailleurs qu'en régime capitaliste, les crises économiques étaient inévitables et qu'on allait connaître une succession de récessions, étaient raillés comme d'incurables « dogmatiques » qui n'avaient rien compris aux changements survenus depuis la Deuxième guerre mondiale dans le fonctionnement de l'économie dite « mixte » (le terme « capitaliste » étant, lui aussi, de plus en plus banni du vocabulaire).

Les travailleurs étaient donc surpris par la crise, inquiets de la montée du chômage, désorientés par la politique réformatrice, surtout dans les pays où ce furent les directions réformatrices elles-mêmes qui prirent carrément en charge l'application de la politique d'austérité. Il leur fallait un certain intervalle pour comprendre dans quel sens les cartes étaient en train d'être redistribuées, et comment il fallait réagir dans ces conditions nouvelles.

Il faut ajouter que dans plusieurs pays d'Europe, surtout ceux de l'Europe du Sud-Ouest (Portugal, Espagne, Italie, France), le tournant de la situation économique survint en pleine crise politique qui avait pris, soit la forme d'une crise pré-révolutionnaire ou révolutionnaire (Espagne, Portugal), soit en était porteuse (Italie, France). Les travailleurs concentraient leur attention sur des problèmes et des solutions politiques d'ensemble, et ne sentirent pas immédiatement la nécessité de riposter d'emblée à l'offensive économique du patronat et de l'Etat bourgeois (ce fut surtout le cas du Portugal en 1976 et de la France en 1977).

Il faut en outre tenir compte du fait que dans un premier temps, du moins dans certains pays, la bourgeoisie a appliqué une politique de chômage partiel ou technique, qui a eu des effets de division sur les travailleurs. Lorsqu'elle fut forcée, pour les besoins de la restructuration, de passer aux licenciements et fermetures d'usines massifs, la riposte unitaire a été objectivement facilitée.



Néanmoins, après une certaine phase d'attente, la riposte ouvrière a commencé à s'esquisser, surtout au cours de l'année 1978 et au début de l'année 1979 (de nouveau, avec des différences non négligeables de pays en pays, tant en ce qui concerne le moment qu'en ce qui concerne l'ampleur de cette riposte ouvrière). La riposte a généralement pris une triple forme :

* des luttes salariales dures pour faire voler en éclats les limites imposées aux augmentations des salaires nominaux. Ces luttes ont été en partie facilitées par les conditions de reprise économique modérée que connaissent une série de pays impérialistes, en partie par la remontée spectaculaire des profits capitalistes. Elles ont marqué des succès nets en RFA et en Grande-Bretagne, moins en Espagne, où elles ont pourtant été fort combattives et amples. L'explosion courante de luttes ouvrières en Irlande entre dans la même catégorie.

* une pression considérable au sein même du mouvement syndical pour rompre les « pactes sociaux » qui permettent l'application de la politique d'austérité. Celle-ci a été largement couronnée de succès en Espagne, où le « Pacte de la Moncloa » n'a pas été renouvelé. Elle commence à se faire sentir en Italie. Au Danemark, il y eut même une grève générale dans ce sens en 1978.

* Des luttes partielles, mais très explosives contre les licenciements et les fermetures d'usines. La lutte des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine en France est typique à ce propos.

Si l'on veut dresser un bilan des trois années qui se sont écoulées depuis le début de l'offensive d'austérité, on peut constater qu'à l'exception du Portugal, les gains obtenus par la bourgeoisie sont modestes. Dans de nombreux pays, la riposte ouvrière a entièrement neutralisé les pertes des salaires

réels arrachées auparavant par le patronat. La combativité syndicale reste très élevée. Les possibilités de l'enserrer effectivement dans des règles de fonctionnement contraignantes sont quasi nulles. La bourgeoisie ne pouvant imposer ses solutions et le prolétariat ne disposant pas encore de la direction adéquate pour imposer les siennes, la crise sera donc longue et marquée par de nombreux tournants brusques.

Aucun changement important du rapport de forces global entre les classes n'est intervenu. Même le succès obtenu par la bourgeoisie en matière de chômage - sept à huit millions de chômeurs en permanence dans les pays capitalistes d'Europe - n'a pu modifier ces rapports de forces.

La raison en réside dans le fait que le chômage n'a point encore touché les « gros bataillons » du mouvement ouvrier organisé (sauf le secteur de la sidérurgie). Ses effets ont été concentrés sur les secteurs les plus faibles et les plus vulnérables de la classe ouvrière - tra-

LES LIMITES DES RIPOSTES SEMI-SPONTANÉES ET EN ORDRE DISPERSÉ

Si l'on peut enregistrer un net changement de climat en 1978 ou 1979 selon le pays envisagé, et si la classe ouvrière de l'Europe capitaliste a manifestement commencé à riposter devant l'offensive d'austérité généralisée dont elle fait l'objet, il faut cependant prendre conscience des limites de cette riposte.

Il s'agit avant tout d'une riposte semi-spontanée, « portée » par des cadres syndicaux d'entreprises ou locaux, par l'avant-garde ouvrière large appuyée par des courants politiques de gauche et d'extrême-gauche au sein du mouvement ouvrier, mais qui, nulle part, ne peut encore s'appuyer sur des tendances syndicales de gauche structurées à l'échelle nationale, dotées d'une efficacité réelle face aux appareils bureaucratiques, pour ne pas dire sur des partis révolutionnaires commençant à acquérir une influence de masse.

thousiaste et énergique de tous les révolutionnaires et de tous les travailleurs d'avant-garde. Le contraire est vrai.

En démontrant clairement que la classe ouvrière conserve un potentiel élevé de combativité, qu'elle est capable de réagir avec énergie; qu'elle en a « ras-le-bol » de la politique d'austérité et des compromissions des réformistes avec elle; en révélant la montée de la colère dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière européenne qui, dans des cas comme la France, englobe une fraction élevée du prolétariat dans son ensemble, ces explosions partielles préparent le terrain d'une riposte d'ensemble et en facilitent les conditions de démarrage.

Lorsque les directions syndicales sont obligées d'en tenir compte, ne fût-ce qu'à des fins de canalisation préventive, les résultats peuvent être spectaculaires. Témoin la mobilisation récente de 60 000 travailleurs wallons à Namur (sur une population de moins de quatre millions d'habitants!). Témoin la ténacité imprévue et spectaculaire avec laquelle les sidérurgistes de la Ruhr se sont battus fin 1978-début 1979 pour la semaine de 35 heures, la première grève effective pour cet objectif immédiat commun à tout le prolétariat d'Europe capitaliste.

Mais une chose est de souligner l'importance et la portée de ces explosions semi-spontanées; autre chose est d'en exagérer la dynamique « automatique ». Ici intervient un autre facteur, dont l'importance ira croissant au fur et à mesure que la crise capitaliste se prolonge.

Les travailleurs sentent d'instinct qu'ils sont confrontés, non avec un « accident de parcours » passager de l'économie capitaliste, mais avec une crise structurelle profonde. Ils sentent d'instinct que ce ne sont pas les patrons d'une entreprise en faillite, ni les patrons de toute une branche industrielle, qui peuvent rétablir le plein emploi, même sous la pression d'une grève très dure et prolongée. C'est seulement à l'échelle de l'économie prise dans son en-



vailleurs immigrés, femmes, jeunes. Mais comme ces secteurs sont justement moins organisés que les « gros bataillons » (ce qui explique en partie leur vulnérabilité), les coups qu'ils encaissent n'entament pas, dans l'immédiat, le potentiel de combat du mouvement ouvrier organisé. Il va sans dire qu'à plus long terme, cette évolution est porteuse de divisions et d'autres dangers pour la classe ouvrière, si le mouvement ouvrier organisé devait s'avérer impuissant à défendre de manière solidaire ses couches les plus faibles.

Dans ces conditions, la riposte prend une forme nécessairement discontinuée. Les travailleurs déclenchent des grèves très dures (comme la grève Ford ou celle de certains secteurs publics en Grande-Bretagne; comme celles du Nord et de la Lorraine en France), mais il s'agit de mouvements en ordre dispersé qui ne s'étendent pas automatiquement à d'autres secteurs ou à d'autres régions, tout en encourageant évidemment la relance de la riposte d'autres secteurs. Ces ripostes sont donc utiles et méritent l'appui en-

semble que peuvent intervenir des solutions tant soit peu efficaces. Mais qui dit « l'économie prise dans son ensemble » dit en réalité « gouvernement », « Etat » et « pouvoir politique ». La recherche de solutions anticapitalistes d'ensemble à la crise doit déboucher sur des solutions politiques.

Or, à ce propos, si les « solutions » réformistes de collaboration de classe se révèlent de plus en plus comme insatisfaisantes aux yeux des couches nombreuses de travailleurs, des solutions politiques de rechange qui soient réellement crédibles se laissent attendre, vu notamment la faiblesse relative des forces révolutionnaires. En outre, les directions des partis socialistes et des partis communistes appliquent le plus souvent une politique délibérée de fragmentation et de division - y compris de division politique sectaire - qui rendent d'autant moins crédibles des solutions politiques alternatives. Tous ces facteurs tendent à poser des limites aux capacités de riposte semi-spontanées des masses.

LA REPONSE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE A L'OFFENSIVE CAPITALISTE

Le réponse des marxistes révolutionnaires à l'offensive d'austérité du Capital et de l'Etat bourgeois combine cinq éléments nécessaires qui ne sont que l'application, à une conjoncture concrète, de la stratégie générale des revendications transitoires :

1. Lancer des revendications précises comme objectifs immédiats de luttes effectives qui apparaissent comme des solutions aux principaux maux qui frappent les travailleurs par suite de cette offensive : contre le chômage, semaine de 35 heures, sans réduction du salaire hebdomadaire, avec embauche proportionnelle et contrôle ouvrier sur les cadences; contre les fermetures d'usines, nationalisation sans indemnités ni rachat, et gestion sous contrôle ouvrier; contre les licenciements, pouvoir de veto des tra-

vailleurs; pas de licenciements sans reclassements préalables aux mêmes conditions de salaires et dans la même région; contre les atteintes au pouvoir d'achat : échelle mobile des salaires et des allocations sociales sur la base d'un indice du coût de la vie élaboré par les syndicats; contre la crise qui dure, plan de développement économique fondé sur la nationalisation intégrale du crédit, des industries clés et des grandes entreprises, sans indemnités sauf pour les tout petits actionnaires, plan orienté vers la satisfaction prioritaire des besoins des masses laborieuses et des peuples dits du « tiers-monde », démocratiquement recensés. Coopération internationale - au niveau des délégués d'usines, des sections syndicales et des syndicats d'industrie - de l'action ouvrière dans toutes les filiales des mêmes multinationales. Unification internationale de l'action syndicale dans les branches les plus frappées par la crise (sidérurgie !).

2. Mobilisations unitaires pour atteindre des objectifs essentiellement par l'action extra-parlementaire : manifestations de plus en plus larges; grèves générales de branches et grèves générales locales et régionales dans les secteurs les plus frappés par la crise; propagande et agitation systématiques en faveur d'une grève générale pour mettre fin à la politique d'austérité. Propagande (y compris par l'exemple) de mise en place de structures démocratiques d'auto-organisation des masses (comités de grève démocratiquement élus; comités centraux

de grève; congrès des comités de grève, etc.).

3. Défense systématique de solutions politiques d'ensemble, y compris au niveau gouvernemental, qui ne peuvent être que des solutions unitaires. Propagande et, à l'occasion, agitation systématique en faveur du gouvernement des travailleurs, de gouvernements des organisations ouvrières (gouvernements travaillistes, gouvernements PS-PC, gouvernements PS-PC-syndicats, etc. selon les pays et les circonstances concrètes) mis

en demeure de donner satisfaction aux principales revendications des masses laborieuses. Propagande systématique en faveur de l'unité de la classe ouvrière et de ses alliés, en faveur du front unique de toutes les organisations se revendiquant du mouvement ouvrier, et de la structuration de ce front unique par des comités unitaires, de la base au sommet, qui doivent contrôler l'activité du gouvernement prévu. Aucune illusion quant à la capacité des directions réformistes de rompre effectivement avec le capitalisme.

4. Action systématique en faveur de l'émergence de directions de rechange larges au sein des organisations de masse. Combat pour l'unité et la démocratie syndicales, lutte pour un syndicalisme de combat, pour l'émergence de tendances syndicales de gauche qui cherchent à arracher aux appareils bureaucratiques le contrôle des syndicats, surtout au cours et au lendemain de grandes luttes. Discussion fraternelle et unité d'action avec les tendances de gauche qui se cristallisent petit à petit au sein des partis communistes et des partis socialistes.

5. Politique systématique de construction et de renforcement du noyau du parti révolutionnaire, dont la croissance constitue un élément clé, tant pour stimuler l'apparition de directions de rechange au sein des syndicats et des entreprises, que pour orienter la lutte de masse dans un sens nettement unitaire et anticapitaliste.

Les rapports de forces étant ce qu'ils sont, il n'y a rien qui interdise la possibilité de voir la riposte semi-spontanée des masses laborieuses se transformer en un assaut généralisé contre le régime capitaliste. Mais il n'y a rien non plus qui le garantisse. Pour que cette transformation, seule possibilité d'une issue positive de la crise, se réalise effectivement, c'est pour l'ensemble du programme d'action que nous venons d'esquisser qu'il faut engager le combat, nationalement et internationalement.

15 avril 1979

Italie

Politique

d'union nationale

et austérité

● Après presque trois années, l'union nationale est entrée en crise en Italie. Le récent congrès du PCI vient de sanctionner le retrait de ce parti de la majorité parlementaire. Mais aucun bilan critique n'a été tiré par sa direction. Au contraire, la même politique d'une vaste collaboration entre tous les partis du soi-disant « arc constitutionnel » est reproposée, comme si ces trois années n'avaient pas existé.

La politique de compromis historique, adoptée par le PCI à partir de 1973 se concrétisera à la mi-1976, après les élections, sous la forme particulière de l'union nationale, c'est-à-dire d'une majorité parlementaire extrêmement large, fruit de l'alliance entre les deux partis ouvriers réformistes et tous les partis bourgeois à l'exception des fascistes du MSI.

La nécessité de la mise en place d'une telle politique d'union nationale découlait du caractère explosif de la situation italienne. Après des années de lutte, le mouvement des masses exprimait l'exigence d'un débouché politique d'ensemble. La crise économique avait réduit les marges économiques de la bourgeoisie et la possibilité pour elle d'accorder des concessions partielles. La classe ouvrière avait conscience qu'elle pourrait difficilement résoudre même ses problèmes les plus im-

médiats sans une solution d'ensemble, sans une issue au niveau gouvernemental.

De larges secteurs sociaux, des étudiants aux chômeurs, des jeunes aux femmes et également de larges couches de la petite-bourgeoisie se tournaient vers le mouvement ouvrier et syndical pour obtenir satisfaction de leurs exigences. Les élections de 1975 et de 1976 traduisirent en termes électoraux ce profond déplacement à gauche. Les directions syndicales et celles des partis réformistes réussirent alors à contenir la force des luttes contractuelles grâce à la perspective électorale dont elles faisaient dépendre également la question du gouvernement.

Le résultat électoral, tout en ne donnant pas la majorité absolue à la gauche, confirma l'incapacité des partis bourgeois à gouverner seuls. L'accentuation extrême de la crise sociale et l'accélération de l'affrontement entre les classes étaient à l'ordre du jour.

L'UNION NATIONALE AU SECOURS DE LA BOURGEOISIE

C'est dans ce contexte de forte instabilité du système capitaliste et de sa remise en cause par la classe ouvrière que les réformistes, PCI en tête, au sommet de leur force, se révéleront les éléments décisifs

pour la survie du système. Le PCI accepta en effet de maintenir en vie, par le biais de l'abstention au Parlement, le gouvernement démocrate-chétien d'Andreotti, un gouvernement bourgeois qui ne faisait pas mystère que son objectif central était la normalisation et la relance de l'accumulation capitaliste aux frais des travailleurs.

Le PCI développa une vaste campagne de propagande pour expliquer qu'une solution ouvrière à la crise était impossible, qu'il fallait une politique d'union nationale, de collaboration avec le patronat, afin de surmonter les terribles difficultés économiques.

En même temps, alors que jusqu'ici, sa propagande mettait l'accent sur les réformes et sur les améliorations partielles dans la perspective du « nouveau modèle de développement », il continuait à présenter ces objectifs, mais expliquait qu'on ne pouvait les atteindre qu'au travers d'une politique rigoureuse d'austérité, de réduction de la consommation pour favoriser les investissements.

Les directions syndicales commencèrent parallèlement à faire également de la propagande pour une rigoureuse politique d'austérité et de sacrifices. La politique d'union nationale a connu trois phases : la première va du lendemain des élections de juin 1976 à la mi-77; la seconde va de juillet 1977 au début de 1978; la troisième enfin va de cette date jusqu'à la crise du gouvernement Andreotti au début 1979, quand le PCI retourna à l'opposition et provoqua les élections anticipées.

Dans la première phase, le PCI s'abstint au Parlement sur le gouvernement et ses mesures (cependant il en vota plusieurs). L'explication qu'il donna à sa base inquiète est qu'il fallait vérifier les disponibilités réelles de la Démocratie chrétienne à lancer un plan de renouvellement de l'Etat et de développement économique, en contrôlant strictement ses actes.

La deuxième phase s'ouvrit avec l'accord programmatique signé après trois mois de discussion entre les six partis (PCI, PSI, Démocratie chrétienne, PRI, PSDI, PLI) et une motion votée dans ce sens au Parlement.

Ce programme de gouvernement, très général, était totalement subordonné aux indications du FMI. Les partis ouvriers acceptaient le principe de la réduction du coût du travail, celui de la mobilité et des licenciements, celui de la relance des profits. Le gouvernement demeurait démocrate-chrétien entre les mains d'Andreotti.

Enfin, après une nouvelle longue crise au début de 1978, le PCI réussira finalement à entrer à part entière dans la majorité parlementaire qui soutient le nouveau gouvernement Andreotti, sans réussir cependant à avoir des ministres comme il l'avait demandé.

La confiance à ce gouvernement sera votée au Parlement juste après l'enlèvement d'Aldo Moro et regroupera un éventail de forces extrêmement large qui va du PCI aux para-fascistes de Démocratie nationale.

Il faut tout de suite préciser que le PCI réussira à mener cette politique d'unité nationale sans de trop gros ennuis, grâce à deux éléments particuliers.

Le premier est la crise politique et organisationnelle que connaît l'extrême-gauche, totalement désorientée par le développement des événements et incapable de proposer une ligne et un programme politiques, pour ne pas parler d'une tactique face au PCI.

Le second est le développement du terrorisme et des actions aventuristes menées à plusieurs occasions par des groupes de l'Autonomie ouvrière. Le PCI prit le prétexte de ces actions pour convaincre ses militants de la nécessité de l'union nationale pour sauver la démocratie et appuya les mesures répressives et de renforcement des forces de police prises à cette occasion par la bourgeoisie.

Ce sera justement sur le terrain de l'ordre public et du renforcement des appareils répressifs de l'Etat que le gouvernement Andreotti obtiendra les résultats les plus importants, et ce sera justement sur la nature de l'Etat bourgeois que le PCI, aidé par le terrorisme, réussira à semer au cours de ces années le plus de confusion parmi les masses.

LES RYTHMES D'APPLICATION DE L'AUSTERITE

Quels ont été, par contre, les rythmes d'application de la politique d'austérité par rapport à ceux de l'union nationale ? Il est tout d'abord nécessaire de faire trois types de précisions politiques générales.

Les résultats obtenus par la bourgeoisie sur le terrain social et économique resteront limités. La politique d'austérité causera plus de problèmes aux secteurs sociaux marginaux que dans la classe ouvrière. La politique des réformistes poussera le mouvement étudiant à ne plus voir dans la classe ouvrière son point de référence.

Le gouvernement Andreotti a mené une campagne politique permanente sur l'ampleur des sacrifices à faire, mais a suivi une tactique dilatoire dans la prise des mesures concrètes

pour affaiblir petit à petit un mouvement qu'il pensait trop fort pour l'attaquer frontalement.

Cela lui a permis d'obtenir quelques résultats, mais au bout du compte, ceux-ci sont tout à fait insuffisants par rapport aux exigences économiques du capital. La fermeture d'usines entières est un objectif encore loin d'être réalisé par le patronat. A plusieurs reprises, on a parlé d'une attaque décisive à l'échelle mobile, mais à chaque fois, elle a dû être repoussée. Et l'échelle mobile, qui permet de rater les catégories, industrielles et autres, reste une épine dans le pied du patronat.

Il a toujours existé une différence radicale entre les déclarations officielles des dirigeants réformistes et syndicaux, entre les prises de positions officielles du syndicat sur l'acceptation de l'austérité, de la restructuration et leur application concrète dans les usines et localement par les instances de base du syndicat. Une des complaints permanentes des capitalistes est que les choses que les syndicats écrivent ne sont pas appliquées, que les dirigeants syndicaux font des déclarations à Rome mais que, sous la pression de la base, il font autre chose à Milan et à Turin.



La première grosse attaque survint en automne 1976. Le gouvernement augmenta l'essence, les médicaments et une série d'autres produits de première nécessité; il bloqua l'échelle mobile pour les revenus supérieurs à huit millions de liras annuelles et, partiellement, pour les revenus supérieurs à six millions annuels. Les réformistes et dirigeants syndicaux émirent des protestations tout à fait symboliques. Dans de nombreuses usines éclatèrent des grèves spontanées et des blocages de routes furent organisés par les travailleurs. Ce fut cependant un feu de paille. La grève ne se généralisa pas. L'intervention du PCI et des directions syndicales qui visa d'abord à atténuer la mobilisation, ensuite à la bloquer, réussit, bien qu'avec quelque difficulté, face à des avantages que la politique réformatrice plongeait dans la confusion. Les directions syndicales promirent une grève générale qui ne fut jamais organisée.

La riposte ouvrière, dispersée mais dure, fit prendre conscience à la bourgeoisie de la nécessité d'agir avec prudence, et, surtout, d'impliquer plus directement les bureaucraties, afin que celles-ci aillent soutenir directement dans les usines les mesures anti-ouvrières.

On arriva ainsi, au début de 1977, à un autre train de mesures à travers un accord entre syndicats, gouvernement et *Confindustria*. Il concernait de nouvelles augmentations de prix et de tarifs, l'abolition de l'échelle mobile pour les indemnités de départ, la fiscalisation des charges sociales des entreprises, l'abolition de sept jours fériés pour 1977, une détérioration du « panier » des produits sur la base duquel est calculé l'indice du coût de la vie (retrait des journaux et des transports en commun qui augmentèrent immédiatement de façon fulgurante).

Le fait que les directions syndicales appuyèrent directement ces mesures empêcha le développement d'une riposte dans les entreprises. On assista, par contre, à une forte discussion au sein des conseils et dans les

usines, et des secteurs de base du PCI exprimèrent des positions critiques. Les cadres de base du syndicat commençaient à faire les comptes avec un type de politique des réformistes qu'ils ne connaissaient pas.

A cette même époque, fut voté un décret-loi qui réduisait les subventions de l'Etat aux municipalités (le décret *Stammati*). Il s'en suivit une réduction du personnel, en premier lieu féminin, et une aggravation des services sociaux. La Démocratie chrétienne utilisa également ceci pour tenter d'en faire porter la faute aux municipalités socialistes et communistes, qui, par ailleurs, ne firent rien pour rejeter le décret.

Au début de l'été 1977, fut signé le fameux accord programmatique entre les six partis, mais son contenu eut du mal à être appliqué. Le mécontentement allait s'accroissant dans la classe ouvrière. Les projets de restructuration traînaient et étaient le plus souvent bloqués par la résistance ouvrière. Certains syndicats catégoriels étaient contraints par la pression des travailleurs à prendre des initiatives de lutte pour l'emploi, même si cela se faisait sur des objectifs fumeux. C'est ainsi qu'on arriva à la grande grève des métallos du 2 décembre 1977 qui vit converger sur Rome 200 000 ouvriers, avec une forte participation d'autres catégories, ainsi que des jeunes et des étudiants. La manifestation avait un caractère antigouvernemental clair. La FLM devint à cette occasion un point de référence social et politique pour de larges couches de travailleurs et de jeunes et se présenta objectivement comme opposition au gouvernement d'union nationale. C'est dans cette situation qu'apparut plus clairement le lien entre politique d'union nationale et austérité et la nécessité pour l'Etat et le gouvernement bourgeois de subordonner les syndicats à leurs intérêts. Le PCI et la bourgeoisie prirent une initiative commune vers les syndicats, bien qu'elle soit dictée par des objectifs différents.

LE TOURNANT SYNDICAL

Le PCI provoqua la crise du gouvernement après la grande manifestation, demandant son entrée de plein droit au gouvernement comme garantie fondamentale pour opérer un changement social. Mais pour mener cette opération de façon crédible aux yeux de la bourgeoisie, il devait cependant donner des assurances sur sa capacité de contrôler étroitement le syndicat et de le ramener dans le cadre de la politique d'austérité. De leur côté, les forces bourgeoises présentes dans le syndicat opérèrent afin que celui-ci respecte les exigences économiques de la bourgeoisie. Alors que l'on discutait du gouvernement - le PCI n'obtiendra que son entrée formelle dans la majorité parlementaire - se développa une opération visant à « normaliser » le syndicat. Ce fut la soi-disant « assemblée de l'EUR ».

A travers une consultation tout à fait bureaucratique, et une assemblée nationale de cadres triés sur le volet, les directions syndicales présentèrent un document programmatique qui, derrière les déclarations sur les priorités au Sud et à l'emploi, ne réussit pas à maquiller ce qui est une subordination totale aux lois du marché capitaliste. Les dirigeants syndicaux développent une grande campagne idéologique sur l'inévitabilité du capitalisme dans cette phase. Lama explique qu'il faut des licenciements et souhaite une nouvelle période de développement économique similaire à celui des années cinquante. En Italie, ces années sont synonyme de répression du mouvement ouvrier et d'exploitation bestiale.

A cette occasion, la gauche syndicale démontra toute sa faiblesse stratégique. Incapable de présenter une proposition alternative d'ensemble, elle utilisa la vieille tactique de pression sur les directions syndicales, obtenant par là des résultats négligeables. Cependant l'opération de la bureaucratie provoqua un fort malaise à la base du syndicat, un peu moins dans

la masse des travailleurs désorientés par la nouvelle politique.

Dans les assemblées provinciales, malgré toutes les manœuvres des directions, s'exprimèrent de fortes minorités d'opposition (en particulier à Milan, où un tiers de délégués vota une motion alternative).

La «plateforme de l'EUR», bien qu'elle soit présentée comme une plateforme de lutte pour répondre au «mécontentement et à la révolte qui monte du *mezzogiorno* et de la jeunesse» est un véritable pacte social qui reprend les objectifs définis auparavant dans l'accord entre les six partis et donc s'accorde aux compatibilités économiques bourgeoises, nationales et internationales. L'objectif déclaré est le blocage du coût du travail et l'augmentation de la productivité. Elle accepte donc le blocage des dépenses publiques et l'augmentation des tarifs. Le syndicat décide de façon «autonome» de contenir le coût du travail à travers l'auto-limitation des revendications. Tout en laissant formellement toute liberté en la matière aux fédérations catégorielles, les confédérations interviendront chaque fois lourdement pour freiner les catégories les plus avancées. La plateforme accepte enfin la mobilité de la main-d'œuvre au sein de l'entreprise et entre les entreprises, prémisses pure et simple aux licenciements. Elle propose une restructuration de la composition du salaire qui devrait arriver à une réduction du montant global de celui-ci, la perte de certains automatismes, la fin des augmentations égales pour tous.

La gauche syndicale n'obtint un petit succès que sur la question de l'agence du travail, c'est-à-dire une agence où les travailleurs licenciés seraient parqués pour un temps en attente d'un nouveau travail ou du licenciement définitif.

La formulation finale de la plateforme conserve cette idée, mais exprimée de façon si générale qu'elle est peu opératoire.

Paradoxalement, c'est justement après l'«assemblée de l'EUR» que cette politique d'austérité rencontre le plus de difficultés. La raison en est simple. L'EUR érigeait un barrage contre une forte reprise de la mobilisation ouvrière. Mais elle ne pouvait pas à elle seule briser la force des travailleurs.

Beaucoup des formulations utilisées demeuraient très générales, ce qui signifie que, par exemple, quand on en arrivait à l'application concrète dans les usines pour «gérer la mobilité», c'était les militants mêmes du PCI, pourtant actifs partisans de l'idéologie de l'austérité, qui s'opposaient aux initiatives patronales.

Une chose était de faire voter une plateforme dans une assemblée de permanents et de dirigeants syndicaux, une autre chose était de la faire appliquer concrètement par un syndicat dont les militants avaient des années durant mené des luttes sur une ligne assez différente, et par une classe ouvrière qui n'était pas disposée à revenir en arrière.

Le résultat global a été encore une fois d'accentuer les processus de discussion et de débat dans le syndicat.

Dans les mois qui suivirent, la bourgeoisie ne réalisera qu'un seul objectif, d'ailleurs contradictoire, la loi sur «*equo canone*» concernant les loyers. Cette loi mécontente tout le monde en déterminant la quasi-paralyse du marché de la location des logements.

Le gouvernement imposa quelques nouvelles augmentations partielles des tarifs publics, mais dans l'ensemble, entre les augmentations dues à l'échelle mobile et d'autres hausses partielles des salaires, la classe ouvrière ayant un emploi ne verra diminuer son pouvoir d'achat que de façon très minime. La situation est par contre plus difficile pour les ouvriers travaillant «au noir».

Les grands projets de restructuration du secteur chimique

qui prévoient la fermeture d'usines entières en Sardaigne et dans le Sud n'ont pas réussi à se concrétiser. La résistance ouvrière y fut très forte et les directions syndicales furent contraintes de prendre des initiatives de luttes, plus accentuées encore ces derniers mois avec l'ouverture de la négociation du contrat de catégorie.

La discussion sur la plateforme pour les contrats qui se développa durant tout l'automne et l'hiver 78 se conclura par l'introduction, bien que sous forme partielle, de la réduction de l'horaire de travail à perte de salaire, objectif qui avait été explicitement rejeté par la plateforme de l'EUR et auquel le PCI s'était opposé par tous les moyens possibles.

A l'automne 1978, des secteurs inquiets de la bourgeoisie cherchèrent à forcer les rythmes et à coincer toujours plus les réformistes qui subissaient eux-mêmes la pression du mécontentement de leur base et qui rencontraient beaucoup de difficultés pour normaliser le syndicat. Certains secteurs de la bourgeoisie remettront en cause la politique d'union nationale, qui ne porte pas les fruits souhaités d'usure de la classe ouvrière. Le PCI sera contraint à son tour d'élever la voix et de provoquer la crise de gouvernement qui mènera aux élections anticipées du 3 juin prochain. En fait son action dans le syndicat finit par transporter dans ses propres rangs la discussion qui s'y développait.

Les événements de ces trois dernières années révèlent donc une situation dans laquelle la classe ouvrière maintient sa force organisée et ses avantages acquis et le fait que la bourgeoisie ait été à l'offensive n'a cependant pas permis de renverser les rapports de forces. Non seulement on n'a pas vu se réaliser ce pacte de fer entre Démocratie chrétienne et PCI, ce bloc social de fer dont les principaux groupes centristes présentaient l'inéluçabilité, mais au contraire, dans la phase récente, on a assisté à une accélération des processus de politisation au sein

du mouvement ouvrier, à une discussion, qui posent les problèmes de la stratégie d'ensemble que celui-ci devrait adopter dans la phase actuelle. Une situation donc très favorable à l'action des révolutionnaires et à la construction du parti.

LES AXES DE LA LUTTE CONTRE L'UNION NATIONALE

C'est en tenant compte de l'ensemble de ces éléments que les marxistes révolutionnaires italiens sont intervenus, sur les axes suivants :

a. dans la première phase, l'axe central de la bataille contre l'austérité se concentrait dans la lutte pour la défense de l'échelle mobile. Sur cet aspect il nous fut possible de nous appuyer sur les déclarations formelles des dirigeants afin de faire comprendre à un niveau de masse le rôle clé que joue cet instrument en Italie pour défendre le pouvoir d'achat des travailleurs. En deuxième lieu nous avons développé une agitation visant à centraliser les luttes éparses contre le décret de l'automne 1976;

b. la lutte contre la collaboration des partis ouvriers avec les forces bourgeoises s'est posée différemment selon les situations. Au début, nous avons surtout mis l'accent sur la force du mouvement de classe, sur la possibilité qu'avaient les partis ouvriers de former leur propre gouvernement.

D'un point de vue général, nous nous sommes référés à l'expérience de l'après-guerre pour montrer comment le patronat avait déjà utilisé une fois les réformistes pour reconstruire son propre pouvoir et ensuite les renvoyer, et comment la politique actuelle du PCI ne faisait que suivre une voie déjà empruntée et qui avait mené à la défaite.

Dans la seconde phase, cette explication qui apparaissait plus propagandiste, a pu se nourrir de l'expérience concrète que faisaient les masses de la politique d'austérité et de la respon-

sabilité des réformistes dans celle-ci;

c. à l'intérieur du syndicat, on a assisté à une accélération du débat qui nous a permis de nous y insérer activement, pour mener des batailles partielles (comme la défense de l'échelle mobile), et relier celles-ci à une orientation stratégique d'ensemble. La discussion sur l'EUR nous a permis d'intervenir à la fois pour expliquer les mécanismes de fond du système capitaliste et pour présenter une orientation intransigeante d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière et du syndicat.

Notre intervention a porté le plus de fruits au cours des derniers mois de discussion de la plateforme pour les contrats et de la lutte pour cette plateforme. Nous avons centré le feu sur la question de la réduction du temps de travail de façon à garantir une plus grande unité des travailleurs et de sanctionner une rupture effective avec la ligne de l'EUR. Sur cet axe nous avons pu mener une bataille embryonnaire de tendance, dans les assemblées d'usine,

dans les conseils, dans les assemblées provinciales et nationales, comme à celle de la FLM où nous avons plusieurs délégués;

d. face au projet gouvernemental d'un plan triennal qui synthétise les objectifs de la bourgeoisie et face auquel les directions réformistes et syndicales ont été contraintes d'exprimer leur perplexité, nous avons pu développer avec une certaine crédibilité notre propagande pour l'élaboration d'un plan ouvrier contre la crise;

e. enfin, sur la base de la forte pression qui existe à un niveau de masse pour que le PCI aille au gouvernement, nous avons maintenu en permanence la bataille pour un gouvernement du PCI et du PSI qui s'appuie sur les syndicats et la mobilisation des travailleurs. Ce mot d'ordre a été une constante de notre intervention au cours de ces trois années pour dessiner la voie de l'indépendance de classe et du gouvernement des travailleurs contre la politique de collaboration de classe des directions traditionnelles.

Italie

La politique de la gauche syndicale italienne

● Au cours des dix dernières années, un des éléments importants de la vie politique et syndicale en Italie a été l'existence de ce qu'on appelle communément la gauche syndicale. Afin de comprendre le rôle et le poids qu'a eu la gauche syndicale, il faut remonter à la longue phase de lutte ouverte en 1968, à ses caracté-

ristiques et à ses effets sur la vie des syndicats.

Si la phase de lutte qui s'est ouverte en 1968 a joué un rôle fondamental pour l'évolution de la gauche syndicale, certaines de ses composantes ont une origine antérieure; on peut en donner les composantes suivantes : 1. des secteurs liés au PSIUP (1) :

ce parti avec le PCI, il obtient une représentation significative à la direction de la CGIL (2) et des syndicats des principales catégories, de même que dans l'appareil. Une partie de ceux-ci entreront en 1972 (date de dissolution du PSUIP (3), au PCI.

2. Les secteurs de la CISL (4) qui rompent avec la subordination traditionnelle de ce syndicat à la Démocratie chrétienne et cherchent à instaurer un rapport unitaire avec la CGIL. Ces secteurs sont plus forts à l'intérieur des fédérations syndicales de l'industrie.

Au cours de la grande phase de lutte ouverte en 1968, ces composantes verront leur poids s'accroître et, parallèlement, naîtra une gauche syndicale bien plus large et complexe qui comprend également des secteurs liés au PCI.

Les luttes de ces années furent marquées par des éléments de forte rupture avec la tradition précédente des syndicats, que ce soit sur le plan du contenu des revendications, celui des formes de lutte ou sur le plan organisationnel.

Cette phase de lutte sera très longue, large et profonde et laissera une marque importante sur les organisations syndicales. Les syndicats italiens connaîtront une croissance impétueuse, consistante et rapide. Ceci est dû au choix que firent leurs directions de ne pas s'opposer au mouvement de lutte et, au contraire, de chercher à s'y adapter afin de le contrôler et de l'orienter vers une direction correspondant aux intérêts de la bureaucratie; pour faire ceci cependant il était nécessaire de répondre, bien que de façon manœuvrière, à une partie des aspirations de la base.

Le syndicat a connu un grand renouvellement organisationnel avec le démarrage du processus d'unification syndicale et, encore plus, avec l'affirmation des conseils d'usine comme structure de base du syndicat.

Parallèlement à cela, l'appareil syndical lui-même se développa et se renouvela large-



ment : de nombreux cadres jeunes et combatifs, avant-gardes réelles dans les luttes vont assumer des rôles de direction intermédiaire du syndicat. Ce phénomène se manifestera avant tout dans les catégories de l'industrie. Ces cadres formeront la base de la nouvelle gauche syndicale qui se gonflera jusqu'à coïncider à certains moments avec certaines catégories, comme les métallos, qui ont le plus connu ce processus de renouvellement, impliquant même des secteurs de la bureaucratie liés traditionnellement aux grands partis ouvriers (par exemple Bruno Trentin et Giorgio Benvenuto).

Le ciment politique de cette gauche syndicale est fourni par sa conception plus dure de la lutte contre les réformes et contre les gouvernements ayant comme axe la Démocratie chrétienne, par son appui à des formes de luttes plus dures et combattives, par l'impulsion qu'elle donne aux luttes d'entreprises sur l'ambiance, les cadences, les catégories et l'organisation du travail.

La croissance même de ces luttes et le fait que, avec la crise économique de 1974-75, elles assument un caractère plus nettement politique, sont à l'origine de la crise de cette gauche syndicale.

A partir de 1975 on assiste à une contre-offensive plus nette de la bourgeoisie, contre-offensive qui se prévalait des positions « responsables » envers l'économie nationale adoptées par le PCI et le PSI. Dans cette situation, on assista à une nette baisse des luttes d'entreprises alors que venait à manquer toute marge pour une politique réformiste et en conséquence pour une conception plus dure et mordante de celle-ci.

On assista alors à un processus de baisse du poids et du rôle de la gauche syndicale, une partie de celle-ci tendant toujours plus à rentrer dans le rang tandis que l'autre se montrait incapable d'offrir une alternative aux propositions des secteurs hégémoniques de la bureaucratie syndicale, liés aux grands partis ouvriers.

Ce processus s'accéléra après les élections du 20 juin 1976 et la mise en place de la politique d'union nationale (5).

Les secteurs de la bureaucratie liés au PCI et au PSI visent à une nette subordination du syndicat aux plans du gouvernement, et cherchent à dessiner un véritable pacte social aux frais des travailleurs.

La plateforme de l'EUR (6) est la tentative la plus organique dans cette direction.

Face à ces processus, la gauche syndicale apparaît totalement désarmée, incapable d'offrir une alternative stratégique et ceci, justement au moment où cette capacité représente la condition pour apparaître crédible à la classe ouvrière.

Et pourtant la gauche syndicale continue à survivre et à conserver une certaine place, à jouer un rôle autonome et souvent significatif, comme lors de la grève du 2 décembre 1977 et de la manifestation de Rome (7) qui détermina la première crise du gouvernement Andreotti, et, plus récemment, lors de la discussion sur la plateforme pour le contrat des métaux (8).

On peut expliquer cette situation par plusieurs éléments :

1. la persistance d'une forte combativité de la classe ouvrière qui maintient encore ses forces et ses conquêtes antérieures pratiquement intactes.

2. Le processus de politisation qui marque la classe ou-

vière, processus certes contradictoire et non linéaire, mais très profond et qui a des répercussions au sein même du PCI.

3. Le maintien des caractéristiques nouvelles du syndicat italien (conseils d'usines, unité au niveau de la base, etc) et également des milliers de cadres combattifs qui ont conflué dans l'appareil syndical.

4. L'absence d'un pôle politique alternatif crédible au PCI et aux réformistes qui fait que les travailleurs tendent à exprimer leur opposition à la politique de ces derniers principalement au niveau syndical.

Ces raisons font que la gauche syndicale continuera à être pour une période prolongée une composante importante du syndicat qui influe sur l'évolution de la situation politique, et surtout un élément dont les marxistes révolutionnaires doivent tenir compte dans leur bataille pour la construction d'un parti révolutionnaire, comme le montrent tous les récents événements politiques.

Une partie de la gauche syndicale a eu, au cours des dernières années, des liens profonds avec les principaux groupes centristes, cherchant à faire de ceux-ci ses porte-parole politiques. La crise des principaux groupes centristes, la disparition de Lotta Continua, et la nette perte d'influence de Democrazia Proletaria et du PDVD ont marqué l'échec de ce projet et entraîné un éloignement entre ces groupes et la gauche syndicale.

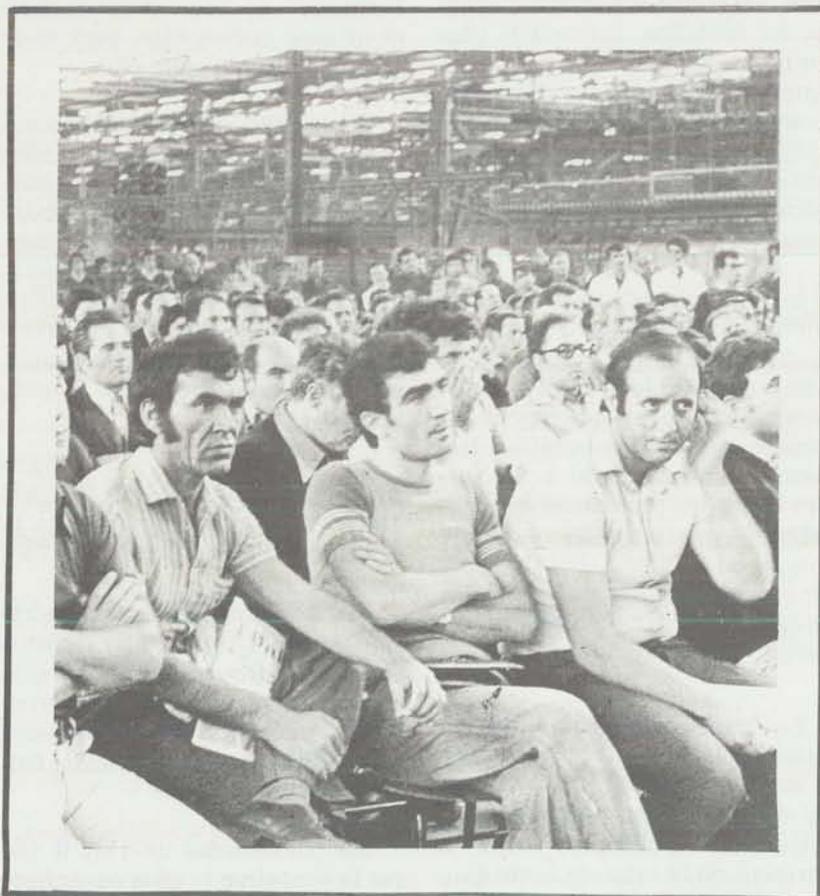
Il ne faut cependant absolument pas exclure la possibilité dans un futur rapproché que la gauche syndicale revienne à la charge sur ce terrain en tentant de regrouper une formation politique centriste plus crédible et plus consistante. Au contraire il existe déjà de nombreux signes allant dans ce sens (9). En plus de cela il ne faut pas oublier que de nombreux cadres de base du syndicat, souvent les plus combattifs, voient dans la gauche syndicale un point de référence. Et il s'agit des cadres qui, potentiellement, peuvent former la base d'une tendance de classe dans le syndicat.

Le problème du rapport avec la gauche syndicale est donc un aspect important pour la construction du parti révolutionnaire et, plus en général, pour le développement du processus révolutionnaire en Italie.

Ceci est particulièrement le cas pour les CGR (10), c'est-à-dire pour une organisation encore petite, mais dont l'implantation la plus forte se situe dans les usines, particulièrement dans les grandes usines de la métallurgie.

Le rapport que les marxistes-révolutionnaires doivent avoir avec la gauche syndicale ne peut être qu'un rapport dialectique, d'unité et de lutte, qui saisisse le rôle contradictoire joué par la gauche syndicale.

Unité dans toute une série de batailles que la gauche syndicale est, bon an mal an, contrainte d'engager contre les secteurs hégémoniques des directions



syndicales, à la fois sous la poussée de la classe ouvrière, et par l'exigence de sauvegarder sa propre place.

Lutte dans la mesure où la gauche syndicale est incapable d'offrir une alternative stratégique aux réformistes, auxquels elle reste, en dernière analyse, subordonnée et finit donc par bloquer le processus de développement de la conscience de la classe ouvrière.

Une telle attitude des marxistes-révolutionnaires présuppose qu'ils se montrent capables de s'implanter dans la classe ouvrière, de se lier à ses luttes et à son évolution; cela présuppose également une capacité à offrir un réel programme alternatif à celui des réformistes, qui exprime les exigences de la classe ouvrière et indique un débouché politique à la crise du système capitaliste.

NOTES

1. PSUIP - Parti socialiste italien d'unité prolétarienne, ne d'une scission du PSI au début des années

soixante, à la suite de l'entrée de celui-ci dans le gouvernement de centre gauche avec la Démocratie chrétienne.

2. CGIL - Confédération générale italienne du Travail, première centrale syndicale dirigée par Luciano Lama, dominée par le PCI, avec la participation des socialistes et des centristes.

3. Le PSIUP disparut en 1972, une partie formant avec le groupe « Il Manifesto » le Parti d'unité prolétarienne (PDUP), le reste entrant au PCI.

4. CISL - Confédération italienne des syndicats de travailleurs, d'origine chrétienne.

5. Voir article précédent sur la politique d'unité nationale.

6. La « plateforme de l'EUR » (dénommée ainsi à cause du lieu où se tint l'assemblée syndicale qui l'adopta, le Palais de l'EUR à Rome), adoptée en janvier 1978 par la direction syndicale unitaire marque le tournant de celle-ci vers l'acceptation de l'austérité. Ses principaux points concernent : les « limitations » des hausses salariales, le refus de la réduction du temps de travail et surtout l'acceptation des licenciements rebaptisés « mobilité de la main-d'œuvre ».

7. Le 2 décembre 1977 eut lieu une grève générale de la métallurgie qui rassembla une manifestation de 200 000 métallos à Rome contre la politique d'austérité du gouvernement soutenue par le PCI. Durant tout le mois de novembre, le PCI et les directions syndicales s'opposèrent à cette grève qui fut organisée malgré tout par les secteurs de la gauche syndicale. L'ampleur du mécontentement qu'elle traduisait contraignit le PCI à « durcir » le ton face au gouvernement Andreotti.

8. L'élaboration de la plateforme revendicative pour le renouvellement - en cours - des contrats collectifs de la métallurgie donna lieu à une importante bataille sur la réduction du temps de travail qui contraignit finalement les directions syndicales - qui la refusaient fermement au départ - à inclure dans la plateforme la revendication de 38 heures hebdomadaires.

9. Ces dernières semaines, par exemple, des secteurs de la gauche syndicale ont été à l'origine d'une bataille pour une présentation unitaire de toutes les forces et courants à la gauche du PCI.

10. Gruppi Comunisti Rivoluzionari - Section italienne de la IVe Internationale.



La bataille pour l'unité ouvrière

● Au lendemain de Mai 68, toutes les forces politiques sont restées polarisées par l'expérience concrète qui venait d'être vécue de l'irruption du mouvement de masse sur la scène politique. Celui-ci défait, mais non écrasé, la classe ouvrière recherchait, à travers ses luttes, sa reconstitution en profondeur, la maturation de sa conscience politique, les voies et moyens de l'affirmation de son unité et de son indépendance. Sous cette poussée, le système de domination politique de la bourgeoisie se trouvait ébranlé et le régime en place engagé dans une crise irréversible : la bourgeoisie, dès 1969, décidait d'écarter de Gaulle, mais ni Pompidou ni Giscard ne pouvaient faire autre chose, dans le cadre du nouveau rapport de forces entre les classes, que de chercher les aménagements qui devaient permettre au régime de durer. De leur côté, les directions réformistes ont compris que cette situation nouvelle faisait que c'était à elles qu'incombait au premier chef la responsabilité de contenir le mouvement de masse, d'empêcher la classe ouvrière de s'affirmer comme sujet politique autonome à travers un affrontement central avec le régime qui poserait le problème du pouvoir.

L'UNITE DEVOYEE

La réponse des directions réformistes à Mai 68, ce fut, en 1972, la signature du Program-

me commun de gouvernement qui scellait l'Union de la gauche. C'est-à-dire l'alliance du PCF et du PS avec le groupuscule bourgeois des Radicaux de gauche, sur la base d'un programme bourgeois, dans la perspective de leur accession au gouvernement dans le cadre du respect de l'économie de marché et des institutions bourgeoises.

Cette politique permettait au PS et au PCF d'opposer à l'aspiration unitaire des masses leur unité bureaucratique de collaboration de classes. Dans ces conditions, les directions de la CGT et de la CFDT, les deux principales centrales syndicales françaises, pouvaient s'engager, bien que la CFDT n'ait pas signé le Programme commun, dans un pacte d'unité d'action qui visait à soumettre les mobilisations ouvrières aux perspectives politiques de l'Union de la gauche.

Dès lors, chaque lutte se heurtait à l'intransigeance d'une classe dirigeante qui savait pouvoir compter sur les directions ouvrières pour empêcher que l'action revendicative des travailleurs se transforme en lutte politique pour chasser le gouvernement. L'expérience en fut faite pour la première fois à une échelle de masse avec la grande grève des PTT d'octobre-novembre 1974. Lorsque, face au refus du gouvernement Chirac de céder aux revendications des postiers, le problème était posé

de l'élargissement de la lutte à l'ensemble de la Fonction publique, directement concernée par la plateforme revendicative des travailleurs des PTT, les directions syndicales laissèrent la grève isolée afin qu'elle s'use faute de perspectives. Ainsi, conduisant à l'échec bon nombre de luttes, contenant et vaporisant la combativité ouvrière en journées nationales d'actions ont permis au régime de tenir. Par là même, elles ont permis au pouvoir en place d'appliquer ses plans d'austérité anti-ouvriers.

Cela ne leur a été possible que dans la mesure où elles ont pu présenter l'Union de la gauche comme la seule perspective politique possible : celle d'un changement gouvernemental, sur la base d'une victoire électorale qui porterait les partis ouvriers au pouvoir. Perspective qui gagnait d'autant plus en crédibilité que chaque élection voyait l'audience des partis ouvriers progresser.

Cette dynamique unitaire, les directions du PS et du PCF l'utilisaient pour justifier leur projet de collaboration de classes. En même temps, la direction du PCF ne se privait pas de chercher à discréditer les révolutionnaires qui, refusant de s'inscrire dans la logique du front populaire, se voyaient accusés d'être étrangers au mouvement ouvrier, caractérisés comme « diviseurs » dès lors qu'ils osaient se présenter aux élections sur leur propre programme.

L'ARME DE LA DIVISION

Quelques mois avant l'échéance de mars 1978, il apparaissait que les travailleurs exigeraient le paiement de la longue attente que les directions leur avaient imposée, qu'ils exigeraient satisfaction par rapport à des revendications longtemps contenues. Le score non négligeable des listes révolutionnaires dans plusieurs villes ouvrières lors des Municipales était un signe que bon nombre de travailleurs ne faisaient pas une

confiance aveugle à l'Union de la gauche et exigeraient que les promesses faites soient tenues.

C'est une situation délicate qui s'annonçait pour les futurs ministres des partis ouvriers : il leur faudrait à la fois tenter de conserver l'assentiment des travailleurs et de gagner la confiance du patronat. La crise économique et la volonté des réformistes de respecter les intérêts de la bourgeoisie signifiaient que les directions, une fois au gouvernement, allaient devoir endosser une politique d'austérité et de chômage et se heurter à la classe ouvrière pour éviter une déstabilisation sociale.

Pour sa part, c'est à une telle perspective que se préparait le PS. Ajuster les promesses aux réalités de l'austérité, tel devait être, aux yeux de Mitterrand, une des fonctions de la «réactualisation du Programme commun». Persuadé que le PCF céderait sans problème aux exigences du «réalisme gouvernemental», comme il l'avait fait lors des élections présidentielles, le PS considérait ces négociations comme une simple formalité.

Bien évidemment incapable, dans ces conditions, d'en appeler aux travailleurs, le PS s'est

trouvé très rapidement en situation de faiblesse face à un PCF qui prétextait un refus de réviser en baisse les données du Programme commun, pour passer à l'offensive contre le PS, en l'accusant de trahir l'accord de 1972 et de «virer à droite».

D'abord perçue comme une simple polémique sur le montant du SMIC et le nombre des nationalisations, la «crise de l'Union de la gauche» s'est vite révélée être une vaste opération de division menée par les directions du PCF et permise par le programme de gestion de l'austérité défendu ouvertement par

Rassemblement européen pour la IVe Internationale

La première échéance de la campagne de la IVe Internationale est le rassemblement international organisé les 19 et 20 mai, en Italie, à Turin. Turin, l'un des principaux centres des luttes ouvrières d'Europe, ces dix dernières années; et aussi un des creusets de l'opposition à la politique d'austérité et d'union nationale suivie par le PCI. Ce rassemblement, qui vise à exposer les positions de la IVe Internationale sur l'Europe et ses réponses pour unifier les luttes des travailleurs au niveau du continent, sera l'occasion de nombreux débats avec toutes les forces du mouvement ouvrier italien.

Sous le thème «*Une stratégie de lutte pour les ouvriers, les jeunes, les femmes, contre l'Europe du capital, pour l'Europe des travailleurs*», il permettra d'aborder toutes les questions essentielles qui se posent aux travailleuses et aux travailleurs d'Europe.

Le rassemblement commencera le samedi après-midi, à 15h 30, par un grand forum : «*La voie pour l'Europe des travailleurs*». Il sera animé par Ernest Mandel et y participeront un responsable national du PSI, le secrétaire national du syndicat de la métallurgie FIM, un représentant de la fédération de Turin du PCI, un dirigeant de *Democrazia Proletaria* et du PDUP.

Après le dîner, trois débats seront organisés simultanément. Le premier sur «*L'unité des luttes syndicales contre l'austérité en Europe*». Y participeront un camarade des

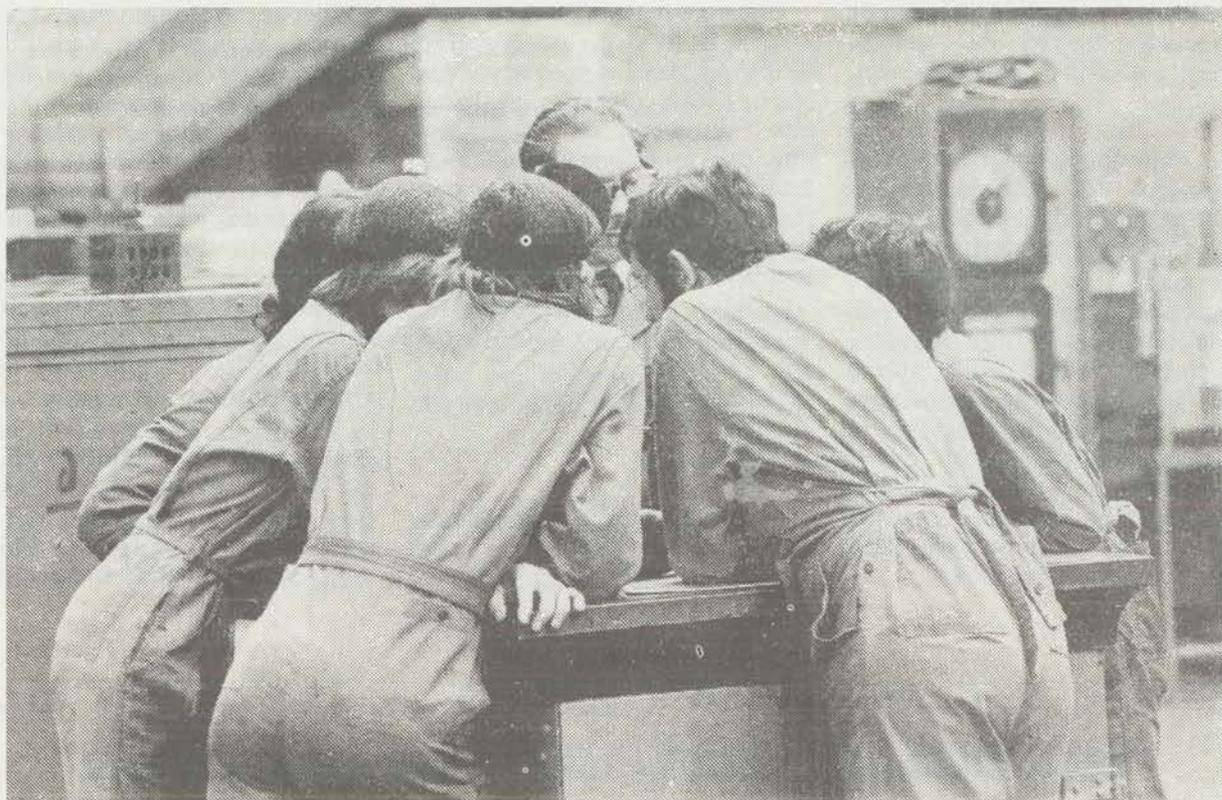
GCR, membre du Conseil central de la FIAT, un camarade de la LCR espagnole, dirigeant des Commissions ouvrières de la SEAT de Barcelone (qui vient de fusionner avec la FIAT), plusieurs responsables de la FLM de Turin, des camarades de *Democrazia Proletaria*, de «*Praxis*», etc.

Le second sera consacré à «*La lutte des femmes contre l'austérité et leur oppression*». Y participeront un camarade des GCR, un camarade de la LCR (France), les camarades de l'UDI (organisation des femmes du PCI) et les responsables du travail femmes des syndicats de la métallurgie FIOM et FIM.

Enfin, le troisième débat sera consacré à la «*Lutte contre le chômage et la marginalisation de la jeunesse*», auquel participeront un camarade des GCR, un camarade des JCR (France), le responsable de la FGCI de Turin (organisation de jeunesse du PCI), des camarades du mouvement jeune et étudiant de Bologne et de Rome.

Le dimanche matin, un meeting de la IVe Internationale conclura la partie politique du rassemblement. L'après-midi, un grand concert pop sera organisé.

Un rassemblement donc qui permettra un ample débat et, pour les camarades qui viendront d'autres pays, une connaissance approfondie du mouvement ouvrier italien.



le PS. Opération qui, planifiée sur les six mois précédant les élections, devait conduire à l'échec de Mars 1978.

Le pouvoir se retrouvait ainsi sauvé miraculeusement et bien décidé à transformer son court et inespéré succès électoral en une victoire sur le plan social. Face à cette offensive de la bourgeoisie, la classe ouvrière se trouvait non seulement frustrée de l'espoir d'un changement qui apparaissait assuré, mais travaillée en profondeur par le ferment de la division.

En effet, PS et PCF poursuivaient une polémique sans fin visant à imputer à l'autre la responsabilité de l'échec et à persuader les travailleurs du report *sine die* du « changement ». La direction du PCF s'est faite le champion de cette politique de division en expliquant que le PS, au terme de son tournant à droite, se retrouvait être le plus sûr allié de la bourgeoisie et de Giscard, et représentait le premier obstacle sur la voie du changement.

Les élections européennes exacerbent cette politique : le

PS, qui soutient les projets d'intégration européenne de la bourgeoisie, se retrouve aux côtés de l'UDF, face à un PCF prêt à s'allier au RPR pour défendre l'indépendance nationale contre la menace d'une « Europe allemande ».

Cette division politique est relayée au plan syndical puisque la CGT a soutenu ouvertement les positions du PCF lors de la polémique et que, pour sa part, la CFDT, au lendemain de Mars 1978, s'est convertie au « réalisme syndical » et combat toute perspective d'action unitaire nationale avec la CGT.

C'est ainsi que, depuis Mars 1978, les directions ouvrières ont ajourné l'organisation de toute riposte unitaire aux attaques du gouvernement. Le PCF, au nom de la « reconstruction de l'union à la base », se présente comme le seul parti de la classe ouvrière, la seule organisation politique qui défende les intérêts des travailleurs. Le PS peut profiter de ce sectarisme pour se donner à bon compte une image unitaire. D'autant qu'au plan syndical l'inversion des rôles offre une garantie assez

complète que l'unité ne se réalisera pas. La CFDT refuse en effet d'organiser toute manifestation centrale, dénoncée comme politique, et explique que faute de perspective politique les travailleurs doivent négocier ce qui est négociable, entreprendre par entreprise. La CGT, pour sa part, peut appeler à l'unité et organiser seule, sous son propre sigle, les manifestations de protestation contre le gouvernement qui attaque la Sécurité sociale (manifestation du 21 décembre) et licencie massivement dans la sidérurgie (marche sur Paris du 23 mars).

La manifestation du 23 mars a constitué une remarquable démonstration de la politique de division menée par les directions. L'idée de la « marche sur Paris » avait d'abord été présentée comme une perspective pour les régions concernées, au lendemain de la grève nationale de la sidérurgie. Mais l'impact des affrontements de Longwy et de Denain et le mécontentement profond que suscite dans tout le pays l'aggravation du

chômage ont fait que l'idée a recueilli un très large écho. La perspective qui se dessinait, et pour laquelle se sont battus les militants de la LCR, était celle d'une manifestation nationale, de masse et interprofessionnelle, contre le chômage et le gouvernement; manifestation qui pouvait constituer une démonstration de force sans précédent de la classe ouvrière contre le gouvernement. La direction de la CFDT s'est chargée de casser cette dynamique en obligeant ses Unions régionales du Nord et de Lorraine à se désimpliquer et en dénonçant la marche comme une opération politique du PCF à la veille des cantonales; elle est allée jusqu'à laisser planer la menace d'organiser une marche concurrente à celle de la CGT. C'est donc organisée par la seule CGT que la manifestation a rassemblé plus de cent mille personnes à Paris, ce qui donne une idée de ce qu'il en aurait été si l'unité avait pu être réalisée.

POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Face à la politique de l'Union de la gauche, puis à la division PCF-PS, les révolutionnaires se sont trouvés confrontés à la question centrale de l'unité ouvrière. C'est-à-dire à la question de savoir quelle alternative proposer aux travailleurs soumis dans leur large masse à l'influence des directions traditionnelles. La crise de l'extrême-gauche française est aujourd'hui déterminée par les difficultés rencontrées, à des degrés divers, par les différentes organisations pour répondre à cette question.

Le premier problème est celui de la capacité à prendre concrètement en compte l'obstacle central que représente la politique des directions pour y apporter une réponse adéquate. Impuissantes à y répondre, bien des organisations sont tombées ou dans la dénonciation abstraite ou dans l'adaptation opportuniste. C'est ainsi que les groupes maoïstes qui caractérisent les PC et les PS comme des organisations bourgeoises sont amenés à se cantonner dans l'exhortation verbale des capa-

ités de lutte du prolétariat et dans l'autoaffirmation sectaire. A l'autre bout de l'échiquier, le PSU s'est, pour sa part, très vite retrouvé satellisé par l'Union de la gauche.

Mais, à des degrés moindres, on retrouve cette double menace pour d'autres organisations. Ainsi, Lutte ouvrière, qui se réclame du trotskysme mais fait l'analyse que la disproportion des forces entre révolutionnaires et réformistes lui interdit toute mise en œuvre d'une tactique de front unique, s'est contentée d'entretenir la défiance des travailleurs à l'égard de l'Union de la gauche, quitte à mettre sur le même plan «gouvernement de droite» et «gouvernement de gauche». Par ailleurs, une organisation centriste comme l'OCT, qui se refuse à caractériser le PS comme parti ouvrier, s'est trouvée dans l'incapacité de distinguer tactique de front unique en direction des partis ouvriers (vote pour le PCF et le PS à l'exclusion des radicaux, appel à rompre avec la bourgeoisie et à se porter candidats du gouvernement) et soutien critique à l'Union de la gauche. Le risque est grand dans ce cas d'osciller entre la dénonciation et la surenchère verbales et le soutien de fait à la politique des directions; le tout à partir de l'idée que leur accession au gouvernement représente une «étape nécessaire»... Avant un débordement semi-spontané des masses.

Le second problème, une fois comprises la véritable nature de la politique des partis ouvriers et la nécessité de mettre en œuvre une tactique de front unique, est lié à la définition concrète de cette politique. Une des difficultés majeures est celle qui consiste à savoir articuler l'affirmation et la défense du programme révolutionnaire dans son intégralité et les initiatives précises à prendre en termes de front unique des organisations ouvrières sur certains points de ce programme.

Ainsi, en Mars 1978, l'OCI a consacré toutes ses forces à la bataille pour arracher au PCF un engagement au désistement pour le second tour. Il s'agissait

d'une bataille correcte, sur ce point précis du désistement, décisif dans le climat de division qui était créé. Mais, à partir du moment où cette bataille ne se doublait pas d'une critique claire du programme de gestion de l'austérité préconisée ouvertement par le PS, d'une défense intransigeante du programme révolutionnaire, et de propositions d'action contre l'austérité, en particulier à travers la présentation de candidats, la campagne prenait inévitablement une allure opportuniste par rapport au PS qui lui, pour ses propres raisons, s'engageait au désistement... Au nom de la «discipline républicaine» ! La LCR, pour sa part, tout en appelant au désistement inconditionnel et au vote de classe, n'a pas su mener une campagne d'agitation de masse sur cette question comme il était possible de le faire.

En fait, la bataille pour l'unité ouvrière doit se livrer à un double niveau. D'une part la défense de l'ensemble du programme marxiste-révolutionnaire qui seul peut permettre aux masses, à partir du moment où elles s'en saisissent, de construire leur unité et leur indépendance. Tel est le sens de la propagande pour l'auto-organisation à travers la démocratie ouvrière, la formation de comités de grève et de comités unitaires, la lutte pour le contrôle ouvrier qui doit mener les travailleurs à poser eux-mêmes, à tous les niveaux, le problème du pouvoir et son débouché central : le gouvernement ouvrier.

D'autre part, des propositions immédiates qui vont dans le sens du front unique de la classe ouvrière dans sa lutte contre les attaques de la bourgeoisie. C'est ainsi que, dans le contexte actuel, la LCR se bat contre la division, pour l'unité des partis et des syndicats ouvriers sur la base d'un plan d'action contre l'austérité, contre le gouvernement. Ce plan doit prendre en compte les revendications unifiantes qui sont celles que les travailleurs eux-mêmes mettent en avant dans leurs luttes : la défense du pouvoir d'achat et des acquis,

l'échelle mobile des salaires, le refus des licenciements, les 35 heures hebdomadaires immédiatement sans diminution de salaire. Pour faire face au gouvernement, pour s'opposer à ses plans d'austérité, c'est une lutte « tous ensemble » qui s'impose : la grève générale. Il faut, pour ce faire, l'unité; et en premier lieu l'unité syndicale, dessinant la perspective d'une centrale uni-

que et démocratique des travailleurs. L'alternative au pouvoir en place existe : c'est celle d'un gouvernement des partis ouvriers majoritaires, un gouvernement du PCF et du PS.

C'est autour de tels axes que se prépare aujourd'hui la riposte ouvrière contre l'austérité et le

gouvernement en place. C'est en menant cette bataille pour le front unique que les militants trotskystes seront reconnus par les travailleurs comme les meilleurs défenseurs des intérêts de la classe ouvrière et que, par là, se construira le parti révolutionnaire, élément indispensable pour que cette bataille centrale, inévitable, soit victorieuse.

France

La lutte pour les nationalisations

L'exemple de la sidérurgie française

1

● Lorsque le gouvernement Barre a décidé en 1978 de « prendre une participation financière » dans l'industrie sidérurgique française en crise, les réactions patronales ont immédiatement montré ce dont il s'agissait. Comme l'a écrit le journal de la grande bourgeoisie, *Le Figaro* : « Il ne s'agira ni d'une nationalisation du type voulu par les communistes, ni d'une prise de participation irréversible de l'Etat du type souhaité par les socialistes. Ce qui devrait être acquis, ne fût-ce que pour ne pas renier la doctrine libérale qui est celle du gouvernement, c'est que le retour au privé des entreprises concernées ne sera pas définitivement exclu. Il y faudrait bien sûr l'effacement d'un énorme endettement et l'apparition de profits réels et continus ». C'est un résumé limpide de la façon dont la bourgeoisie peut envisager la nationalisation (et comme cela a été pratiqué à la fin de la Deuxième Guerre

mondiale) : secourir les trusts en difficulté, éponger leurs dettes par les fonds publics, les rentabiliser (licenciements, hausse de la productivité, etc.), et, lorsqu'ils sont redevenus durablement rentables, les remettre aux mains de capitaux privés (comme c'est le cas des entreprises rentables du secteur public, telles les Télécommunications).

La prise de participation du gouvernement français dans l'industrie sidérurgique fait suite à une série de « plans » d'aide aux Maîtres de Forges :

- 1966 : Plan Ferry, 3 milliards de Ff de subvention, 9000 emplois supprimés;
- 1970 : Programme de la « sidérurgie sur l'eau » (près des ports), 2,65 milliards de Ff, 10000 emplois supprimés;
- 1975 : « Plan de soutien », 1,5 milliard de subvention, 3500 emplois supprimés;

- 1977 : « Plan Barre », 1,8 milliard de subvention, 16000 emplois supprimés.

Au total ce sont 9 milliards de Ff de subventions pour 10000 emplois supprimés.

Cette liquidation de la sidérurgie française s'inscrit dans un cadre européen, celui que définit le « Plan du vicomte Davignon » qui s'est fixé comme objectif final « la stabilisation et la modernisation des capacités de production d'acier dans la CEE, ces capacités ne devant pas dépasser en 1985 le niveau de production atteint en 1975 ».

La liquidation de la sidérurgie ne concerne, de surcroît, pas seulement les travailleurs des entreprises sidérurgiques. C'est en effet, par les entreprises satellites de la sidérurgie, environ trois emplois qu'il faut compter pour un emploi dans la sidérurgie proprement dite. C'est la raison pour laquelle la liquidation de la sidérurgie est effectivement une atteinte aux conditions d'existence de toute la population laborieuse des régions concernées.

2

Les mobilisations de l'hiver 1979 en France ont fait éclater au grand jour la solidarité de tous les travailleurs et, derrière eux, de toute la population laborieuse. Face à l'offensive capitaliste en Lorraine et dans le Nord, la riposte a en effet regroupé, comme cela n'était pas arrivé depuis la grève générale de Mai-juin 1968, toute la population derrière la classe ouvrière.

Leur première exigence : « Non aux licenciements ! »

Alors que les directions syndicales s'efforçaient de trouver avec le patronat et le gouvernement un terrain de négociations, de marchandage des licenciements; alors que le gouvernement essayait, par des promesses de subventions, d'attirer dans un premier temps Ford pour implanter une usine dans la Lorraine, et dans un deuxième temps promettait suffisamment de cadeaux à Peugeot-Citroën pour les décider à installer une usine qui, d'ici quatre ans, est censée créer plusieurs milliers d'emplois; le refus de tout licenciement était et reste le mot d'ordre essentiel, celui qui prend réellement la défense des besoins des travailleurs et est susceptible d'organiser le meilleur rapport de forces contre le patronat et le gouvernement.

Mais le problème posé par la liquidation de la sidérurgie ne peut être résolu par ce seul mot d'ordre. L'ampleur de l'attaque lancée appelle et débouche naturellement sur la mise

en cause globale de la gestion capitaliste de l'économie et de la société au niveau européen. Le Parti communiste français a répondu à sa manière à ce problème en se lançant dans une violente campagne chauvine de défense de « l'industrie nationale », contre l'« acier étranger » et « d'union nationale » contre la « casse de la sidérurgie par le pouvoir giscardien ». Loin d'ouvrir une riposte à la mesure de l'offensive internationale du capital (Plan Davignon), cette politique conduit à la division nationale du front de lutte des travailleurs, et inévitablement à leur enchaînement à leur bourgeoisie nationale, à la défaite négociée pays par pays.

Le refus de tout licenciement doit s'accompagner d'une contre-offensive de la classe ouvrière, de tout le mouvement ouvrier européen uni contre le capital. Cette riposte internationale pose, au niveau européen, comme dans chaque pays, le problème du contrôle de l'industrie par les travailleurs, pour fixer et orienter la production

en fonction des besoins vitaux de la classe ouvrière, c'est-à-dire en opposition totale aux besoins vitaux du capitalisme.

3

C'est dans ce cadre que se pose la question de la nationalisation de la sidérurgie et de l'ensemble des secteurs clés de l'économie. Le problème de la sidérurgie n'est en effet pas le seul problème d'une branche d'industrie malade, mais le problème de l'un des principaux secteurs de l'industrie et, en conséquence, de l'industrie toute entière. Il n'y aura pas de solution durable de l'emploi dans la sidérurgie sans que soit résolue la question du chômage dans chaque pays européen et dans toute l'Europe. La satisfaction des besoins vitaux de la classe ouvrière appelle une réorganisation complète de l'économie au niveau européen. C'est pourquoi la nationalisation de la sidérurgie n'est pas une solution définitive, mais au contraire débouche sur le contrôle par les travailleurs de tous



les secteurs clés de l'économie capitaliste.

4

En dix ans, 9 milliards de Ff de subventions et 40000 suppressions d'emplois ! Ce racket des Maîtres de Forges doit être dévoilé à toute l'opinion ouvrière. En exigeant la levée du secret commercial et bancaire, l'ouverture des livres de comptes, une commission d'enquête ouvrière, constituée par les syndicats ouvriers de sidérurgistes, en collaboration avec ceux des banques et d'autres secteurs, devrait être mise sur pied pour instruire le procès du capital sidérurgiste et des gouvernements.

Nul n'en peut douter, ses conclusions montreraient combien est nécessaire l'expropriation, sans indemnité ni rachat, des patrons sidérurgistes. Les réformistes ont coutume de s'opposer à cette mesure au nom de la « défense des petits porteurs d'actions ». C'est une mystification. Il est facile d'indemniser ceux qui, en épargnant leur salaire, ont mis un petit pactole de côté en prévision des mauvais coups : la publicité des fortunes des porteurs d'actions et de leurs familles opérerait un tri simple et évident entre les travailleurs qui ont une petite épargne et les actionnaires capitalistes.

5

Lorsque les patrons ne peuvent plus assurer l'emploi, comme c'est le cas dans un ensemble de branches d'industries, particulièrement depuis le début de la crise capitaliste de 1974-1975, les travailleurs doivent exiger du patron des patrons, du gouvernement, qu'il procède à la nationalisation sans indemnité ni rachat des entreprises et secteurs menacés, pour garantir l'emploi. Les travailleurs n'ont jamais leur mot à dire sur la gestion de l'économie dans la société capitaliste. Ils ne feront pas les frais de la crise des capitalistes ! L'Etat

24

a les ressources nécessaires pour garantir l'emploi, mais les travailleurs n'ont aucune confiance à faire dans l'Etat et le gouvernement de la bourgeoisie. C'est pourquoi le droit de veto sur les licenciements et le contrôle ouvrier sur la production, sur les opérations financières et les livres de comptes, sont le complément indispensable de la nationalisation.

6

La nationalisation des entreprises et secteurs menacés appelle le droit de veto des travailleurs sur les licenciements, sur les investissements, sur les conditions de travail, etc. La nationalisation de toute la sidérurgie appelle la nationalisation

de tous les secteurs clés de l'économie capitaliste. Les nationalisations sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier, c'est-à-dire l'expropriation des capitalistes, ne seront pas entreprises par un gouvernement au service de la bourgeoisie. Elles appellent la formation d'un gouvernement au service des travailleurs, d'un gouvernement ouvrier.

Seul un gouvernement des partis ouvriers peut organiser l'expropriation de tous les secteurs clés et généraliser à toute l'économie le contrôle ouvrier; lui seul peut contribuer à appliquer un plan ouvrier à l'échelle européenne, seule solution ouvrière réelle à la crise du capitalisme.



En vente à la librairie «La Brèche», prix 6 francs.



Espagne

Le mouvement syndical et la libération des femmes

● C'est à la suite d'une proposition faite lors d'une assemblée des Commissions ouvrières (C.O.), alors illégales, à Madrid, de mettre en place une structure autonome qui regrouperait les femmes du syndicat et servirait d'instrument et de moyen de pression au sein de celui-ci pour défendre les revendications spécifiques des travailleuses que commença le débat sur la discrimination de la femme.

Cette proposition, présentée par l'aile gauche du syndicat, envisageait l'élection indépendante de femmes dans les organismes de direction afin de pallier à leur très faible présence jusqu'ici dans ces instances. C'est à cette même époque qu'avaient lieu dans l'Etat espagnol les premières réunions massives de femmes où, pour la première fois, on entendit des accusations contre le silence et l'oubli par le mouvement ouvrier de l'oppression de la femme. Un mouvement ouvrier qui venait de remporter une des batailles les plus importantes contre la dictature : les grèves générales de janvier 1976.

Le syndicat ne put ignorer ces accusations et la proposition eut un impact indubitable et, avant même que la direction des C.O. ait pris position, les premières réunions de femmes travailleuses eurent lieu. Dans ces réunions (illégales) se retrou-

vèrent des dizaines de femmes (150) à Madrid, Valence, Barcelone.

Les travailleurs commencèrent ainsi à discuter des questions spécifiques de l'oppression et de la discrimination des femmes et du rôle que la lutte contre celles-ci devait occuper dans l'ensemble des préoccupations de la classe ouvrière, dans l'ensemble de la lutte des classes.

Parallèlement, on commença à discuter de la nécessité ou non, pour le syndicat, de se doter d'une structure spécifique pour organiser les femmes et pour qu'il soit capable de remplir ses tâches envers cette moitié de la classe ouvrière : les femmes.

Parallèlement à la discussion se développèrent les premières expériences. Cette pratique dura presque deux années au cours desquelles les réunions de femmes gagnèrent plus de place dans le syndicat, jusqu'au premier Congrès des Commissions ouvrières. Toutes les régions et toutes les nationalités, en particulier les plus avancées, élaborèrent des programmes concernant les revendications spécifiques de la femme travailleuse ; ainsi les congrès locaux approuvèrent toutes les revendications importantes (comme l'avortement, le divorce, le droit au travail) ainsi que la structuration interne que la pratique avait imposée, structuration d'une part liée à la direction

du syndicat et, d'autre part, ouverte à la participation de toutes les femmes affiliées qui le désiraient. Ainsi naquirent les Secrétariats de la Femme.

Le premier Congrès des Commissions ouvrières reconnaissait dans son programme « l'existence d'une oppression et d'une surexploitation de la femme travailleuse », la nécessité de mener dès maintenant une lutte contre cette situation, lutte que le syndicat ne pouvait pas laisser de côté et qu'il considérait indissolublement liée à la lutte de classe.

QUE SONT LES SECRETARIATS DE LA FEMME ?

Le débat et la pratique antérieurs au congrès ont porté leurs fruits et, aujourd'hui, les camarades hommes sont plus conscients que seules les femmes qui ont élevé la voix, qui ont commencé ce travail en organisant les premiers Secrétariats, qui ont combattu les préjugés existants parmi les travailleurs en défendant leurs revendications dans les assemblées, les congrès, etc. sont capables de mener la double bataille nécessaire, sur le terrain social, pour obtenir leurs revendications et, au sein du syndicat, pour que celui-ci les fasse siennes et les défende devant l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est pourquoi les Secrétariats sont nés avec un net caract-

tère féministe et revendicatif, comme réunions de femmes, bien que nulle part on n'ait recouru au caractère non mixte de ceux-ci (comme partie d'un syndicat, ils ne sont pas fermés aux camarades hommes, mais la pratique impose en fait que ce soit des réunions de femmes que tout le syndicat doit encourager). En liaison avec chaque organe du syndicat, dans les commissions exécutives et les secrétariats de branche (Chimie, Arts graphiques, Textile, etc.) apparaissent des Secrétariats de la Femme qui expriment l'impact social du mouvement des femmes parmi les travailleuses. Une série d'importantes luttes de femmes pour leurs droits rencontrent un écho spécial dans le syndicat et contribuent ainsi à amplifier les objectifs des Secrétariats.

Les Secrétariats de la Femme commencent à faire front aux problèmes les plus urgents des travailleuses, élaborant ainsi un programme. En janvier 1978, le gouvernement convoqua des élections syndicales. Elles donnèrent lieu à la première campagne des Secrétariats dans tout l'Etat, et fournirent une première occasion pour défendre leur programme parmi les travailleuses. C'était le moment de lutter contre les vieux préjugés, de rechercher la participation maximum des femmes dans les élections, leur présentation comme candidates sur les listes des syndicats de classe, face à l'utilisation prévisible des vieux schémas par les syndicats jaunes (surtout dans le collège des techniciens et travailleurs de l'administration).

Les résultats de ces premières élections sont significatifs. L'argument selon lequel les femmes sont plus dominées par le patronat s'évanouit ; les syndicats de classe eux-mêmes remportèrent des succès dans les secteurs où il y avait une majorité de femmes et s'ils perdirent dans le syndicat des techniciens, ce ne fut pas à cause du vote des femmes, mais des chefs et des jaunes. Cependant, la faible présence de femmes dans les comités d'entreprises récemment élus met en évidence leur faible participation, leur peu

d'investissement dans le monde du travail. Cette représentation est à peu près la moitié de celle obtenue lors des dernières élections du syndicat vertical. Il reste donc encore beaucoup de chemin à parcourir pour les travailleurs et les syndicats de classe.

L'année 1979 s'est ouverte par la négociation de la grande majorité des contrats collectifs dont certains concernent particulièrement les femmes (Chimie, Textile, etc.) et les Secrétariats, aujourd'hui plus forts, mettent en avant les revendications des femmes :

- Non aux catégories discriminatoires, égalité de qualification pour le même travail ;

- Non à la discrimination dans l'embauche et la promotion ; droit à changer de poste durant la période de grossesse ; maintien d'un certain pourcentage de femmes dans les entreprises, etc. Ils combinent ces revendications avec les droits des comités d'entreprises : droit de veto du comité face aux chefs accusés d'agressions sexistes, contrôle du comité sur les examens d'embauche, etc.

LUTTE DES FEMMES ET LUTTE DES CLASSES

La bataille n'est pas facile. La crise s'est aggravée et il y a deux millions de chômeurs qui pèsent sur toutes les actuelles négociations de contrats. Le patronat le sait et se sent très fort. D'autre part, les travailleurs ont commencé à comprendre et à diffuser ces revendications, mais ils ne les considèrent pas comme importantes, ils ne pensent pas qu'il soit possible d'arriver à des luttes pour les obtenir. Mais malgré tout, il s'agit d'un pas en avant. Et un pas très important. Ces revendications ont été introduites dans l'immense majorité des plateformes, et, dans presque toutes les assemblées, les femmes ont parlé pour les défendre. On arrive ainsi à ce que les aspects les plus réactionnaires et discriminatoires soient supprimés et le patronat a été à plusieurs reprises obligé de céder. C'est le

cas par exemple de la suppression des catégories complémentaires (qui comprenaient pour leur quasi-totalité des femmes qui touchaient des salaires extrêmement bas dans la Chimie) ou, encore, le changement de poste durant la grossesse dans le textile.

Malgré la structuration encore très faible de ces Secrétariats de la Femme, la bataille pour la participation de la femme aux activités syndicales et la défense de toute une série de revendications féministes par celles-ci ont permis d'obtenir l'appui du syndicat à une série de luttes importantes contre la discrimination envers les femmes.

L'exemple le plus significatif est sans doute celui de l'Andalousie, où la situation du chômage est tellement grave qu'elle a provoqué plusieurs explosions avec des affrontements graves. Le gouvernement s'est vu obligé d'envoyer de l'aide sous forme d'« emplois communautaires » (il s'agit de fonds destinés à donner du travail durant deux à trois jours par semaine, travail qui ne peut être obtenu que par un seul membre de la famille) qui excluent les femmes. Malgré la situation d'indigence et de faim dans certains villages de la province de Cordoba, il y a eu des grèves générales locales de quinze jours pour demander que les « emplois communautaires » soient également donnés aux femmes. Et actuellement on est arrivé à ce que deux personnes par famille puissent en bénéficier (1).

Egalement importante est la lutte qui s'est développée à Valence avec l'appui des syndicats, pour exiger la réadmission de plusieurs travailleuses licenciées comme « emmerdeuses malhonnêtes » !

Dans un autre ordre d'idées, la participation des syndicats à la Campagne pour le 8 mars a impliqué la convergence avec les organisations féministes sur une série de revendications communes autour des problèmes des femmes travailleuses. Il y a malgré tout eu une série de

tensions et de crispations, qui se reflétaient en général sur des questions superficielles (lieu de la manifestation, couleur des banderoles, etc.), mais qui reflétaient le septicisme et le rejet par une partie - minoritaire mais croissante - des militantes féministes de la prise en charge par des organisations mixtes (syndicats, partis) des revendications des femmes et leur refus d'admettre comme réelle la volonté du mouvement ouvrier de mettre fin à une erreur historique et injustifiable : celle d'avoir relégué, quand ce n'est pas ignoré, les revendications qui visent à améliorer la situation des femmes pour mettre fin à leur discrimination.

Ces camarades semblent appliquer la méthode du doute : si les revendications ne sont pas reprises, c'est mal; si elles le sont, c'est pire.

La participation des secrétariats syndicaux aux organismes de coordination du Mouvement de coordination des femmes a augmenté et elle s'est vue renforcée par cette activité commune permettant la rencontre des femmes travailleuses avec d'autres femmes, également organisées pour lutter sur leurs problèmes spécifiques. Cette collaboration et ces, en donnant tout leur poids renforcement mutuel est un pas décisif pour renforcer l'aile non sexiste du Mouvement des fem-

mes dans ces coordinations aux groupes de base du Mouvement face à toutes les organisations féministes qui privilégient l'apparition de leurs sigles et de leurs positions, en insistant sur la nécessité d'organiser les femmes et de s'adresser à l'ensemble du mouvement de masse et de ses organisations.

NOTES

1. Dans certains villages, les grèves générales furent menées de façon solidaire par les hommes et les femmes au chômage. Dans d'autres, elles donnèrent lieu à des affrontements.

Belgique

Contrôle ouvrier contre cogestion

● En Belgique, une organisation syndicale se réfère ouvertement à la stratégie du contrôle ouvrier. Voilà qui est une chose unique dans le mouvement syndical européen. Mais quelle est la conséquence de la reprise de la stratégie du contrôle ouvrier, véritable colonne vertébrale d'une politique révolutionnaire, par une organisation réformatrice ? De quelle façon un appareil réformatrice donne-t-il son propre contenu à cette conception ? La reprise officielle du contrôle ouvrier par le mouvement syndical freine-t-elle l'action des militants révolutionnaires...ou, au contraire, of-

fre-t-elle des opportunités inespérées, de nouvelles possibilités à ces militants ?

Dans cet article, nous essaierons de donner un aperçu aussi complet que possible de cette question dans le cadre de la situation belge.

STRUCTURE DU MOUVEMENT SYNDICAL BELGE

En Belgique, il y a trois mouvements syndicaux offi-

ciellement reconnus, sans personnalité juridique il est vrai, mais acceptés par les pouvoirs publics comme « organisations syndicales représentatives ». Ceci leur assure l'exclusivité dans la menée des négociations paritaires à tous les niveaux. Pour être représentatif, un syndicat doit répondre à deux critères : il doit être structuré interprofessionnellement et doit organiser au moins 5% des travailleurs d'un secteur pour participer aux négociations de ce secteur.

Chacune de ces organisations syndicales a ses propres traditions, son programme, ses alliances. La Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) est de tendance sociale-démocrate. Avant la Deuxième Guerre mondiale, elle se ralliait ouvertement à la social-démocratie; aujourd'hui ses liens sont informels, ce qui les rend peut-être encore plus effectifs. La Confédération des syndicats chrétiens (CSC) se réfère à la doctrine sociale de l'Eglise et fait partie, par le biais du MOC (Mouvement ouvrier chrétien) de la Démocratie chrétienne. Celle-ci est un conglomerat interclassiste : bourgeoisie, classes moyennes, paysans et ouvriers, et forme l'appui central de la bourgeoisie. La Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB) est d'origine libérale et directement liée aux partis libéraux qui, en Belgique,

s'appuient principalement sur les classes moyennes.

Le taux de syndicalisation est très élevé : environ 70% des travailleurs. La CSC en regroupe à peu près 48%, la FGTB 45% et la CGSLB 7%. Les deux premières organisations dominent donc la vie syndicale.

Le fait que le FGTB et la CSC soient à peu près de force égale a toujours eu une nette influence sur les positions idéologiques des deux syndicats : d'une part, rapprochement des positions pour attirer la « masse flottante » et, d'autre part, durcissement des positions afin de garder leurs affiliés.

Sans parler du fait que la FGTB se réfère au socialisme et la CSC au « capitalisme humain », les contradictions se manifestent surtout dans les positions sur « l'organisation de la vie de l'entreprise », autrement dit sur la problématique de la cogestion, de la participation au contrôle, de la concertation, de l'autogestion. Dans la pratique on note peu de différence. En général les actions sont menées par un « front syndical commun », les revendications concrètes sont harmonisées ou ne diffèrent plus que sur des points de détail.

Il est important de savoir, pour apprécier la situation, que

les deux grands syndicats sont en fait des conglomerats de centrales : des syndicats structurés nationalement et régionalement par branche industrielle qui, ensemble, forment le syndicat « coordinateur ». Les plus importantes sont les centrales des services publics, des fabrications métalliques, du textile, de la chimie (souvent ces centrales regroupent d'autres secteurs plus petits). Dans les deux organisations syndicales, les employés des services et de l'industrie sont organisés par une même centrale.

Depuis sa naissance, la CSC préconise la collaboration de classe. Cela se traduit dans la pratique par une nette évolution vers la cogestion. Les derniers congrès ont élaboré un schéma précis de cette cogestion. Pour la CSC, l'entreprise se compose de deux groupes d'intérêts qui disposent chacun de leur propre organe : le conseil de gestion et le conseil des travailleurs. Ils se réunissent et définissent leurs positions séparément. Au sommet de l'entreprise se trouve un « Conseil de surveillance », paritaire, regroupant un tiers de représentants du conseil de gestion, un tiers des membres du conseil des travailleurs et un tiers des membres cooptés par les deux groupes. Autrement dit : de la cogestion pure et simple dans laquelle le syndicat est prêt à assumer toutes les responsabilités.

De plus, sous la pression de la CSC, plusieurs organes paritaires ont vu le jour entre les deux guerres, mais surtout après la Deuxième Guerre mondiale. Le résultat en est qu'actuellement il existe un réseau d'« organes de concertation » du sommet jusqu'à la base, auxquels participent les trois syndicats et le patronat : un « Conseil national du travail » et un « Conseil central de l'économie », des conseils et des commissions paritaires et des commissions sectoriels ; des Conseils d'entreprise et des Comités de sécurité et d'hygiène au niveau de l'entreprise. A part cela ils siègent également dans la commission de l'indice des prix à la consommation, la commission de contrôle pour le gaz et l'électricité, la commission de contrôle pour le secteur pétrolier, etc. Dans la Banque nationale, de même que dans la Société nationale d'investissements et autres organes financiers, les dirigeants syndicaux sont « cogestionnaires ».

A aucun moment la FGTB ne s'est opposée à l'instauration de ces conseils. Au contraire, dans plusieurs cas elle en a été la force motrice et accentuait par là sa volonté de collaboration, sa stratégie de changement par étapes.

En 1954 et 1956, la FGTB a tenu deux congrès importants. Au centre des débats de ces congrès figurait la stratégie des « réformes de structures anti-capitalistes ». Celles-ci comprenaient, entre autres, la nationalisation de l'énergie, le contrôle sur les *holdings*, l'installation d'un service national de la Santé et la « démocratie économique ». L'élément moteur au sommet du syndicat était André Renard qui, soutenu par une gauche assez puissante en Wallonie, remporta quelques victoires sur le plan du programme. Dans une brochure de 1958, il synthétise la démocratie économique de la façon suivante : « *Le but final du socialisme, c'est la gestion collective des moyens de production par les producteurs eux-mêmes. Mais ce but ne peut être atteint dans le cadre de l'économie capitaliste. (...) De*



plus, si on accorde aux représentants des travailleurs la responsabilité partielle de la gestion d'entreprises capitalistes, on les expose à s'intégrer dans le système capitaliste. (...) Cependant, pour conquérir le pouvoir et pour être à même de reprendre en main la direction des entreprises, la classe ouvrière doit faire un effort spécial d'apprentissage. Le contrôle ouvrier de la gestion des grandes entreprises lui en offre le moyen. *Contrôle dans l'économie capitaliste, cogestion dans l'économie socialiste.* (...).

Mais déjà alors, il était clair que le contenu réformiste du contrôle ouvrier était fondamentalement différent du contenu que revêt une telle conception dans une stratégie révolutionnaire. A. Renard s'est montré un parfait bureaucrate en intégrant la pratique de la FGTB dans la théorie; immédiatement après le paragraphe ci-dessus il écrit : «Ce contrôle ouvrier, il faut chercher à l'instaurer au plus tôt, notamment en élargissant le droit d'information des conseils d'entreprises». Pendant près de quinze ans, cette revendication restera le cheval de bataille de la FGTB sur la question du contrôle ouvrier.

Le congrès statutaire de la FGTB en 1965 confirmait les thèses de 1954-1956 et revendiquait le «contrôle ouvrier à tous les niveaux». Mais le contenu n'en devint pas plus concret.

Vers la fin des années soixante, la classe ouvrière belge se réveilla. A partir de 1968, le nombre de grèves augmenta rapidement et la grève des mineurs du début de 1970, qui dura quelques semaines, fut le point de départ d'une nouvelle montée de la lutte des classes. La bureaucratie syndicale fut profondément remise en question, grâce entre autres à l'unité entre les travailleurs et les étudiants qui se réalisa dans plusieurs grèves. La FGTB se vit obligée de «revoir» ses positions idéologiques et convoqua

un congrès extraordinaire. La préparation de ce congrès suscita une série de conflits, surtout parce que le texte préparatoire des professeurs Janne et Spitaels (membres du Parti socialiste belge) confirmait l'intégration du syndicat dans le néo-capitalisme. Dans la bureaucratie même, une tendance oppositionnelle assez forte réussit, entre autres sous la pression de la Section belge de la IVe Internationale, à reléguer ces rapports au rang de documents de réflexion. Un rapport spécial sur le contrôle ouvrier fut imposé et devint un des thèmes clés du congrès. Mais la gauche n'obtiendra pas un succès réel.

LE CONTROLE OUVRIER REFORMISTE

Nous citons ici quelques passages importants des rapports préparatoires et des résolutions (soulignés par l'auteur).

«Le contrôle ouvrier n'est pas un but en soi : il est un moyen (...) une étape que le mouvement syndical doit traverser. (...) Il s'agit de soustraire une série croissante de problèmes à l'arbitraire des employeurs afin de les présenter au contrôle ouvrier et d'obtenir progressivement des droits propres aux travailleurs. (...)

Lorsque la FGTB exige le contrôle ouvrier sur une série de matières et qu'elle refuse la cogestion (...) c'est parce que cette cogestion (...) impliquera une corresponsabilité pour le mouvement syndical qui intégrera les travailleurs et leurs organisations dans le système économique actuel.

La revendication du contrôle ouvrier répond à la volonté du syndicat de prendre ces responsabilités, mais aussi à la volonté de prendre les responsabilités qu'il désire prendre (...) sur des points précis, pour une période déterminée, au moment et sous les conditions qu'il choisirait en toute liberté. (...)

Un des dangers qui menace une formule comme le contrôle ouvrier, c'est le formalisme, ou une pratique de contestation des propositions patronales purement verbale, sans que cela aboutisse à des réalisations concrètes. Dans cette éventualité, les travailleurs risqueront de se désintéresser du contrôle dont ils ne sentiraient plus les effets. Cela veut dire que, dans la pratique, le contrôle ouvrier doit renforcer la classe ouvrière vis-à-vis de son propre avenir. Il découle de cela que le mouvement syndical ne peut se permettre le luxe de «présenter» aux technocrates du secteur public ou privé des programmes, mais qu'il doit nécessairement proposer ses propres plans (...), des plans contenant des objectifs ou des orientations. (...) Afin d'éviter que ces plans aient un aspect technocratique, les travailleurs doivent jouer un rôle important dans leur préparation, leur élaboration et dans le contrôle sur leur application.»

Ajoutez-y une énumération de toutes les instances où la FGTB veut une représentation (ou maintenir sa représentation actuelle) et la confusion est parfaite. D'une part, le contrôle ouvrier est avancé comme méthode de lutte, même comme revendication de transition, d'autre part, le projet implique l'acceptation d'un certain nombre de responsabilités (entre autres embauche et licenciements !) sur un nombre croissant de terrains. A côté de l'affirmation correcte que c'est la classe ouvrière elle-même qui doit opposer ses propres solutions aux plans technocratiques du gouvernement et de la bourgeoisie, on trouve la pratique de participation à la gestion de plusieurs organes centraux de la politique économique, comme par exemple à la Banque nationale, et même la participation à l'élaboration du plan quinquennal du gouvernement !

CONTROLE OUVRIER ET CONCERTATION

Ainsi, le congrès de 1971 avait sauvé et l'idéologie et la

pratique. En théorie, non intégration; en pratique : participer là où la possibilité s'en présente. Au cours des années soixante-dix la bureaucratie maintint la pratique, mais ne parla guère de la théorie.

En 1978, Debunne (secrétaire général de la FGTD) voulut consolider définitivement ce tournant et faire avaliser sa pratique par un congrès. Thème central : « *Contrôle ouvrier et cogestion* ». Le rapport soumis au congrès se propose d'atteindre deux objectifs : persuader les membres que contrôle ouvrier et cogestion sont des synonymes et, à partir de cette identification, arracher l'institutionnalisation du contrôle sous forme de loi, c'est-à-dire en fait la concertation. Nous avons réagi immédiatement dans notre presse. Partout où cela était possible, dans les réunions préparatoires et les congrès locaux nos militants se sont opposés à cette orientation, et on a même vu apparaître une tendance oppositionnelle au sein de la bureaucratie syndicale. La minorité du congrès était si forte qu'un congrès extraordinaire semblait presque inévitable... Mais, grâce à des manipulations la bureaucratie réussit à faire voter et le texte et la nécessité d'un congrès, de telle sorte que l'orientation de ce congrès était déjà fixée. Debunne a donc réussi son coup.

LE CONTROLE OUVRIER COMME TERRAIN DE CONFRONTATION

L'ambiguïté des positions syndicales et les contradictions entre les prises de position et la pratique créent, pour la gauche syndicale, un terrain de confrontation important face à la bureaucratie. Au cours de cette confrontation, il est probable que cette gauche reçoive le soutien de certaines fractions de l'appareil. La bureaucratie voit le contrôle ouvrier comme un objectif qui doit être institutionnalisé. Elle en distille une

série de revendications très concrètes, mais d'une nature tout à fait réformiste comme, par exemple, l'obligation d'informer les conseils d'entreprises sans mécanisme de contrôle; l'instauration d'un plan comptable uniforme; la mise en place de réviseurs - neutres (sic) - dans les entreprises; l'institutionnalisation d'un droit de veto légal dans certains domaines, etc. La bureaucratie s'appuie, de façon

tion fournie par le patron par l'ouverture des livres de comptes et par la vérification dans l'entreprise même; initiatives des travailleurs eux-mêmes aux différents niveaux : conditions de travail, cadences; contrôle effectif sur l'application des accords sur l'emploi, etc.

QUELQUES EXPERIENCES CONCRETES

Un certain nombre de syndicalistes de combat, autour ou à côté de nous, ont compris ces possibilités : ils ont pratiqué, à une échelle plus ou moins développée, le contrôle ouvrier.

Durant les années soixante et soixante-dix, il y avait des périodes où, à Cocherill (entreprise de la sidérurgie liégeoise), pas un jour ne se passait sans une action : un arrêt de travail, une petite occupation, des assemblées par atelier, le refus de reprendre le travail sous certaines conditions, etc. Surtout quand nos camarades ou des ouvriers sympathisants se trouvaient dans la délégation syndicale, ces actions avaient vraiment un caractère de mobilisation permanente, de contestation permanente des décisions patronales. Ce n'est guère qu'après une attaque combinée de la bureaucratie syndicale et du patronat que cette pratique a été brisée : la bureaucratie syndicale donna en effet carte blanche au patronat pour licencier sept des délégués les plus combattifs... et les travailleurs « décapités » n'ont plus trouvé les moyens de s'opposer à cette décision et de poursuivre la lutte.

La délégation syndicale de Bochwerf, un chantier naval des Flandres, contrôle depuis longtemps l'embauche et les licenciements. Jusqu'au moment de la crise dans ce secteur, elle a réussi à obliger le patron à compenser par une embauche chaque démission volontaire, chaque départ à la retraite, de façon que l'influence de la progression technologique ne pèse pas négativement sur l'emploi.

DANS LE NUMERO ECONOMIQUE (NUMERO 41-42)

Economie capitaliste internationale : 1979-1980 : récession seulement aux Etats-Unis ou nouvelle récession généralisée ? (Ernest Mandel)

Economie capitaliste européenne : le projet de système monétaire européen (Winfried Wolf)

Etats-Unis : freiner l'effondrement du dollar (Jon Britton)

Bésil : vers la récession en 1980 (Martin Fernandez)

Espagne : un an après le pacte d'austérité (Jesus Albarracin et Pedro Montes)

Yougoslavie : le système yougoslave face à ses impasses (Catherine Verla)

URSS : qu'est-ce qui fait courir Brejnev ? (E. Laurent)

Chine : la réinsertion dans le marché mondial (P.G.)

Pays sous-développés : la situation économique des pays sous-développés (Charles-André Udry)

correcte, sur les thèses des différents congrès pour justifier ces revendications. Mais d'autres thèses de ces mêmes congrès fournissent aussi, et pas dans une moindre mesure, la base statutaire pour notre conception du contrôle ouvrier : mobilisation permanente; pas le droit de veto, mais le veto de fait; briser délibérément le cadre légal dans lequel les organisations travaillent; contrôle sur l'informa-



Plus impressionnante encore est la manière dont les travailleurs ont réagi contre la décision du patronat d'organiser un service de sécurité dans l'entreprise, en faisant appel à une entreprise privée de protection, et de limiter les droits de circulation des travailleurs dans le chantier. Les travailleurs ripostèrent immédiatement : «Pas

de police privée dans l'entreprise», et ils organisèrent de façon brillante la désorganisation. Pendant des semaines, ils alternèrent des actions de pointe : des grèves partielles d'une heure; des manifestations partant d'un endroit du chantier et se terminant par une assemblée gé-

nérale; des grèves tournantes dans les ateliers pendant toute une journée, etc. Jamais le patronat ne savait à quel type d'action il allait devoir faire face. Conséquence : la victoire totale.

Quand les ouvriers de Bocherwerf répétèrent cette stratégie deux années plus tard, le patronat dut recourir au lock-out pour briser le mouvement. Les

travailleurs ont alors déclaré : «Si nous ne pouvons pas entrer, personne n'entrera» et ils ont fermé le chantier aux employés et à la direction.

Mais c'est surtout dans le secteur verrier, notamment à Glaverbel-Gilly que les travailleurs ont imposé un fonctionnement tellement démocratique qu'ils ont obtenu des résultats que personne ne croyait possibles.

Le fondement de leur force réside dans les assemblées générales et la révocabilité permanente des délégués. L'objectif de leur lutte durant presque dix années a été le maintien de l'emploi menacé en permanence par les plans de restructuration

de la multinationale BSN (France). Tous les moyens de lutte ont été appliqués dans ces actions : grève, manifestation, oc-

cupation. Mais une des choses les plus importantes dans leur pratique, c'est qu'ils n'ont jamais attendu le fait accompli pour agir. Ils étaient toujours en avance face aux décisions patronales, ce qui a bloqué les

mesures de rationalisation à plusieurs reprises.

On pourrait encore ajouter bien d'autres expériences, expériences que l'on retrouve sans doute dans tous les pays d'Europe. Faut-il avoir un syndicat se réclamant du contrôle ouvrier pour l'appliquer ? Etant donné que, hors d'une situa-

tion pré-révolutionnaire, le contrôle ouvrier constitue surtout une façon de lutter, les syndicats seront partout obligés de reconnaître des expériences de contrôle ouvrier dès qu'elles seront portées par la masse des travailleurs. Cocherill, Bocherwerf, Glaverbel en témoignent. Mais ces expériences illustrent encore une autre vérité : la réussite d'actions de contrôle ouvrier n'est pas fonction de la position programmatique de tel

ou tel syndicat, mais des rapports de force entre les militants syndicaux de base et l'appareil syndical qui tend à liquider les noyaux trop combattifs. C'est ce qui explique pourquoi la CSC, tout comme la FGTB, ont dû soutenir de nombreuses occupations d'entreprises ces dernières années.

A l'action immédiate pour la semaine de 35 heures !

● La crise de l'économie capitaliste a frappé de plein fouet l'emploi des travailleurs. Qu'on soit en phase de récession ou en phase de reprise, le chômage massif subsiste et augmente. Les capitalistes parlent de «*restructuration*» et de «*d'adaptation*» de la production aux «*nouvelles conditions du marché mondial*». Mais, en pratique, cela signifie des réductions continues d'emploi, des licenciements massifs, des fermetures d'usines en cours ou annoncées pour demain.

Il y a actuellement 16 millions de chômeurs officiellement recensés, rien que dans les pays impérialistes, sans tenir compte des pays dits du tiers-monde. Ce chiffre risque encore d'augmenter considérablement d'ici un an, avec la nouvelle récession qui pointe à l'horizon. Dans les pays du Marché commun, les statistiques officielles du chômage admettent 6,5 millions de chômeurs. Mais tous les gouvernements bourgeois ont mis au point une série de procédés afin de réduire les chiffres officiels du chômage. Le nombre réel des sans-emplois est bien plus élevé que ces chiffres-là. Il se situe vraisemblablement aux environs de 8 millions de chômeurs dans les neuf pays de la Communauté économique européenne.

Il est décidément plus facile d'éliminer des chômeurs et des

chômeuses - surtout des immigrés, des femmes, des jeunes et des vieux - des statistiques du chômage que de leur fournir de nouveaux emplois. En fait, les gouvernements en place se sont avérés totalement incapables de combattre ce fléau qui s'est abattu sur les travailleurs, malgré tous les grands serments sur «*l'économie-mixte-dorénavant-capable-d'assurer-le-plein-emploi-et-l'expansion-constante-du-niveau-de-vie*», mythe que les dirigeants des grandes organisations ouvrières ont gobé, eux aussi, et aidé à répandre dans la classe ouvrière.

Quant aux patrons, ils ne voient pas sans déplaisir la montée du chômage. A leurs yeux, la crainte des travailleurs de perdre leur emploi pourrait être le début de plus de «*sagesse*» de leur part et de la part des syndicats - c'est-à-dire d'une baisse de combativité et d'une modération des revendications.

La brusque réapparition du chômage, après une longue période de plein emploi, a provoqué d'abord un certain désarroi chez les salariés, que leurs organisations de masse n'avaient guère préparés à ce changement de conjoncture. Patrons, gouvernements et bureaucraties ouvrières en ont profité pour faire avaler différentes variantes de politiques d'austérité par les travailleurs, ou pour se refuser à mener un combat d'ensemble contre

cette politique. «*Priorité absolue à l'emploi, même au prix de sacrifices sur les salaires*», telle était la consigne qu'on a cherché à faire accepter par les travailleurs au cours des années 1976 et 1977. Mais les travailleurs ont pu faire le bilan. En échange des «*pactes sociaux*» (Italie, Espagne), de la «*politique des revenus*» (Grande-Bretagne, Danemark), de la «*modération des augmentations de salaires*» (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas), le chômage n'a point disparu ou diminué. Il a même tendance à augmenter !



C'est donc un véritable jeu de dupes que la politique de collaboration de classe a imposé à la classe ouvrière et celle-ci a fini par s'en apercevoir. Aujourd'hui la colère gronde contre le chômage et la politique d'austérité en France, en Grande-Bretagne, en Espagne. Elle monte en République fédérale, en Italie, au Portugal et ailleurs.

La courbe des luttes ouvrières, des grèves, des ripostes violentes à la crise capitaliste, un moment en recul, commence à remonter. En témoignent les actions des sidérurgistes de l'Est et du Nord, et celles des ouvriers de Caen, de Nantes, de Saint-Nazaire, de La Rochelle, de Saint-Etienne, en France; l'impressionnante vague de grèves en Grande-Bretagne qui impose des augmentations de salaires de l'ordre de 15 à 20 %, crevant le «plafond des 5 %» que le gouvernement travailliste a voulu maintenir; la remontée non moins impressionnante des grèves en Espagne, se rapprochant du «record historique» du premier semestre de 1976; la grève prolongée des sidérurgistes de

la Ruhr de décembre 1978-janvier 1979 : toutes ces explosions témoignent de la volonté des travailleurs de refuser les charges de la crise capitaliste que patronat et gouvernements cherchent à lui imposer.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions. Dans le cadre du régime capitaliste, aucune mesure conservatoire limitée, aucun aménagement de la durée des congés ou de l'âge de la retraite, aucune réduction marginale de la durée du travail ne viendront à bout du chômage massif. Celui-ci se maintiendra et s'étendra s'il n'y a pas une réduction radicale et immédiate de la durée du travail, appliquée à toutes les professions en une fois, de l'ordre d'au moins 10%, vu le rythme actuel d'accroissement annuel de la productivité.

Seule l'introduction immédiate de la semaine des 35 heures, sans diminution du salaire hebdomadaire, avec embauche proportionnelle obligatoire et avec contrôle ouvrier sur les cadences, peut effectivement et rapidement remettre au tra-

vail les 8 millions de chômeurs du Marché commun.

* Sans diminution des salaires : sinon, la réduction du pouvoir d'achat réduira les ventes, donc les commandes, donc la production - et les emplois de ce fait supprimés compenseront les emplois créés par la réduction de la semaine de travail.

* Avec embauche proportionnelle obligatoire et contrôle ouvrier sur les cadences : sinon, les patrons s'arrangeront pour imposer la charge de la diminution des heures de travail sur le dos des travailleurs, par l'accélération des cadences, la «rationalisation» des procédés de travail, la surcharge des tâches - et les chômeurs resteront chômeurs.

Il y a quelques années, seules des minorités d'avant-garde se sont battues en faveur des 35 heures. Mais la dure leçon de la crise a ouvert les yeux à des couches sans cesse plus larges de travailleurs syndiqués. Leur pression a été telle que tour à tour les deux confédérations syndicales belges, FGTB et CSC, les deux confédérations syndicales françaises, CGT et



CFDT, la confédération syndicale britannique, TUC, la confédération syndicale allemande, DGB, et le syndicat allemand des métallos, *IG-Metall*, le syndicat italien des métallos, FIMM, la confédération syndicale danoise, LO, ont inscrit la revendication des 35 heures (36, en Belgique) dans leur programme officiel de revendications.

Certes, les bureaucraties syndicales n'ont souvent repris cette revendication que du bout des lèvres, pour la fragmenter (une heure de réduction de la semaine de travail... par an !), ce qui lui enlève toute efficacité comme arme contre le chômage, ou pour l'abandonner cyniquement. Ce fut le cas récemment des bureaucraties de l'*IG-Metall* à la fin de la grève de la Ruhr, contre la volonté de la majorité absolue des grévistes de la sidérurgie qui s'étaient battus avec tant d'acharnement pour effectuer la première percée dans ce sens pour l'ensemble du prolétariat d'Europe.

Un des arguments principaux qu'ils utilisent pour justifier cette réticence, en opposition avec la volonté de leurs membres, c'est que l'introduction de la semaine de 35 heures dans un seul pays affaiblirait la «capacité concurrentielle» de «l'industrie nationale», ferait reculer «nos exportations» et supprimerait donc des emplois plutôt que d'en ajouter.

Cet argument est d'origine patronale. Comme les propositions dans le sens du protectionnisme, il cherche à diviser les travailleurs selon des lignes de répartition «nationales», oubliant que l'exemple de la classe ouvrière d'un pays réalisant un succès important contre le chômage - fléau reconnu par les travailleurs de tous les pays d'Europe comme le fléau principal - serait vite suivi par leurs frères et soeurs de classe de tous les pays voisins. L'histoire le confirme : les pays où la classe ouvrière avait la première conquis la semaine de 48

heures, puis la semaine de 40 heures, ne sont guère sortis ruinés de l'expérience.

Mais l'argument se retourne contre ceux qui le propagent au sein du mouvement ouvrier, dès lors qu'on pose la question : Vous vous dites tous, soit partisans de la «construction de l'Europe», soit partisans de «l'Europe des travailleurs». Qu'attendez-vous donc pour

A LIRE AUSSI DANS INPRECOR

Articles sur la RFA

1. *Les sidérurgistes pour les 35 heures*, numéro 40, 14 décembre 1978.
2. *Six semaines de grève dans la sidérurgie - premier bilan*, numéro 40, 14 décembre 1978.

Articles sur la Grande-Bretagne

1. *Au sortir de plusieurs défaites et à la veille d'une année électorale*, de Brian Grogan et de Rich Palser; paru dans *Inprecor* no 22, du 17 février 1978.
2. *Callaghan et Ford contre la classe ouvrière*, de Brian Grogan; paru dans *Inprecor* no 36, du 19 octobre 1978.
3. *La dernière année du gouvernement Callaghan*, de Rich Palser; paru dans *Inprecor* no 40, du 14 décembre 1978.
4. *Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ?* par Brian Grogan; numéro 45, 15 février 1979.

déclencher une action conjointe pour les 35 heures dans l'ensemble des pays du Marché commun ?

En fait, la nécessité d'une telle action conjointe est ressentie de manière si profonde parmi les syndiqués et la masse des travailleurs, que la CISL avait organisé, le 5 avril 1978, une action à l'échelle européenne pour les 35 heures. Mais il s'a-

gissait d'un simulacre d'action : cinq minutes d'arrêt de travail, des manifestations après la fin de la semaine de travail et autres mesures dérisoires. Il faudra des actions autrement décidées pour venir à bout de la résistance patronale, qui s'annonce farouche.

Même les dirigeants ultra-réformistes et partisans de la collaboration de classe de la social-démocratie européenne ont inscrit les 35 heures en tête de leur programme pour les élections européennes de juin 1979. La CGT française a décidé de sonder les organisations syndicales européennes en vue d'une «initiative commune» en faveur des 35 heures.

Mettons donc toutes ces organisations devant leurs responsabilités : la lutte contre le chômage, les licenciements et les fermetures d'entreprises ne peut pas se limiter à de vagues promesses électorales ou à des «initiatives» de consultations et de négociations, qui risquent de rester sans lendemain.

A l'occasion de sa campagne internationale, dans tous les pays d'Europe, autour des élections européennes, la IVe Internationale appelle tous les militants du mouvement ouvrier, tous les travailleurs et toutes les travailleuses de base, à intensifier l'agitation parmi leurs compagnons de travail et au sein de leurs organisations de masse, en vue d'un accord immédiat d'unité d'action de tous les syndicats des pays du Marché commun pour déclencher une action rapide et de grande envergure, à l'échelle nationale et internationale, pour la semaine de 35 heures, sans réduction du salaire hebdomadaire, avec embauche proportionnelle obligatoire et avec contrôle ouvrier sur les cadences.

Le chômage ne reculera pas si nous n'arrachons pas rapidement, et d'un seul coup, les 35 heures !

A l'action pour les 35 heures !

Nous reproduisons ci-dessous une interview de Jakob Moneta, responsable de l'IG-Metall et membre de la section allemande de la IVE Internationale, sur la bataille pour les 35 heures dans les syndicats allemands. Cette interview a été réalisée par *La Brèche*, journal de la LMR en Suisse.

Brièvement, quelle a été l'importance de la grève de la sidérurgie de décembre 1978/1979 dans la situation politique allemande ? Y a-t-il des changements ?

Je ne crois pas qu'on puisse parler de changements de fond dans le climat politique, mais il y a eu une polarisation verbale car la CDU s'est officiellement opposée aux 35 heures et s'est prononcée pour le maintien du principe du lock-out alors que le SPD soutenait en parole les 35 heures et s'opposait au lock-out.

Les travailleurs n'ont-ils pas posé la question de l'utilité d'un gouvernement SPD en rapport avec leur lutte immédiate pour les 35 heures ?

Non, ils ne l'ont pas fait. Ils ont considéré la lutte pour les 35 heures comme une affaire syndicale et pas comme une affaire gouvernementale. Par ailleurs, les syndicats revendiquent depuis longtemps du gouvernement qu'il adapte à la réalité l'ordonnance sur le temps de travail, établie sous Hitler en 1938 et qui fixe toujours le temps de travail légal à 48 heures. La majorité de la classe ouvrière travaille en effet 40 heures, mais malgré toutes les promesses cette modification n'a pas été apportée.

Quels ont été les objectifs immédiats des travailleurs quand ils ont suivi le mot d'ordre de grève pour les 35 heures ? Voulaient-ils simplement travailler moins ou bien poursuivaient-ils des objectifs plus fondamentaux ?

Dès qu'ils ont compris que la lutte pour les 35 heures était une lutte pour le maintien des postes de travail dans la sidérurgie, cela a été leur objectif essentiel. Ils ont suivi sur ce point l'exacte argumentation de leur dirigeant Loderer qui avait calculé que, jusqu'en 1985, un tiers environ des postes de travail de la sidérurgie seront éliminés. C'est cela qui a mis les travailleurs en mouvement et a donné à la lutte son caractère dur, surtout pour ceux qui étaient directement en grève.

Dans une série d'entreprises, les hommes de confiance du syndicat et partiellement même des conseils d'entreprises ont publiquement

appelé à ne pas accepter le compromis parce que les 35 heures n'y étaient pas inscrites, pas même un pas dans ce sens. Ils ont expliqué que leur but n'avait pas été atteint, à savoir réduire le temps de travail hebdomadaire pour engager la lutte contre le chômage. C'est la raison de leur opposition. Ils ont exercé une réelle pression et je dois dire qu'ils n'abandonnent pas, même aujourd'hui, le combat.

De l'étranger, on dirait que le SPD est un tout petit peu revenu sur ses positions fermement pro-bourgeoises, sur les *Berufsverbote*, etc. Est-ce à mettre en rapport avec les ruptures qui se dessinent, dans une certaine mesure, dans le mouvement syndical ?

*Je n'y crois guère. Je pense plutôt que, sur les *Berufsverbote*, c'est à mettre en rapport avec l'activité de dizaines de milliers de gens en RFA, pas seulement des étudiants, beaucoup de jeunes, avec les résultats du Tribunal Russel sur la RFA et la pression ou les remous que cela a suscité à l'étranger - tout cela a exercé une forte pression sur le SPD. On ne peut pas encore du tout affirmer que les *Berufsverbote* sont écartées, même après tout de que les pays régis par les sociaux-démocrates ont fait, mais il est certain qu'on peut percevoir un certain malaise dans certaines couches de la direction SPD.*

Tu es militant de «*Aktionskreis Leben*» (Cercle d'action pour la vie, courant d'opposition au nucléaire dans les syndicats allemands). Existe-t-il la possibilité que le mouvement qui s'est engagé autour des 35 heures se combine avec ce courant, spécialement contre les installations prévues à Gorleben ?

Aktionskreis Leben a lié depuis très longtemps la lutte pour les 35 heures et celle contre les centrales nucléaires. Car ceux qui défendent la construction de centrales ont toujours affirmé que cela servirait à défendre les postes de travail d'une part, en exportant des centrales, comme en Argentine ou au Brésil, ou d'autre part parce qu'une partie des centrales et plus encore des industries de reconversion peuvent être orientées vers le plutonium et la fabrication de bombes atomiques. Aktionskreis Leben y a opposé la revendication des 35 heures pour défendre les postes de travail afin de contrer cette propagande que développent même certains conseils d'entreprises dans les centrales nucléaires !

29 mars 1979



Pays de l'Est

Organisons la solidarité ouvrière avec les travailleurs des pays de l'Est

● Les dictatures militaires d'Amérique latine ou le gouvernement d'Afrique du Sud peuvent recevoir en toute quiétude les protestations du mouvement ouvrier international : cela conforte leur point de vue que les syndicats du monde entier sont aux mains des « marxistes » qui les attaquent parce qu'ils restent les derniers remparts face au développement du communisme. Il en va tout autrement dans les Etats ouvriers bureaucratisés où le pouvoir aura des difficultés croissantes à

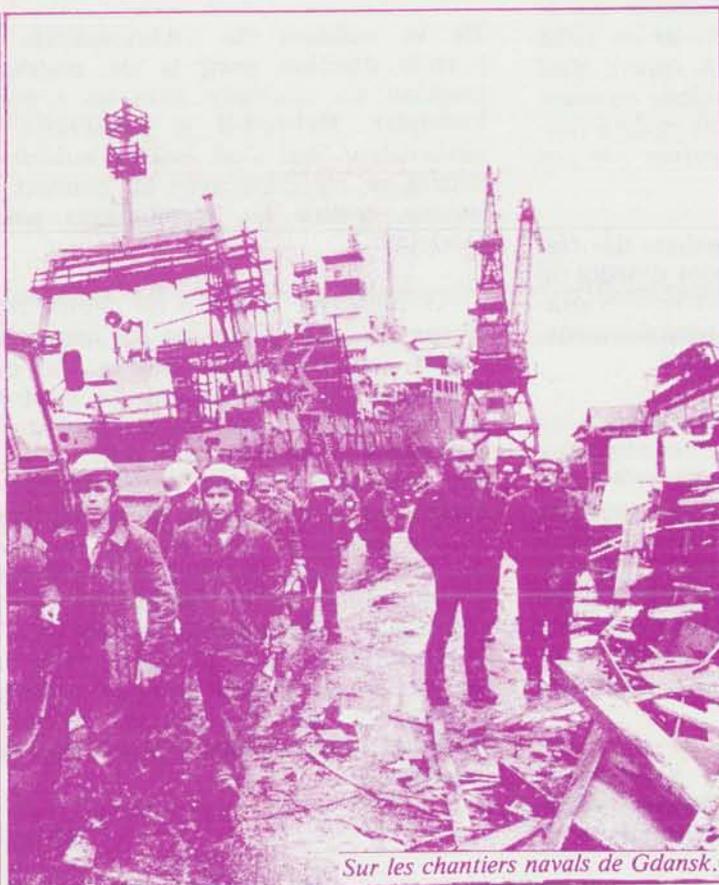
digérer les attaques des eurocommunistes et des syndicats. Encore faut-il passer des déclarations de principes aux activités concrètes de solidarité, y compris avec les opposants soviétiques.

La solidarité ouvrière internationale envers les travailleurs d'URSS et des pays ironiquement appelés « démocraties populaires » n'a que peu de traditions. Elle est pourtant plus décisive que partout ailleurs. D'abord parce qu'étant

donné le degré d'atomisation de la société de ces pays - où tout est organisé pour empêcher toute initiative d'auto-organisation - il est très difficile de maintenir un rapport de forces face à la bureaucratie sans un appui extérieur au système. Cet appui international - qui peut être une question vitale au sens propre du terme, tous les opposants le recherchent et le plus souvent indistinctement de Carter aux PC eurocommunistes, en passant par le Pape. Cependant une minorité croissante s'oriente plus systématiquement vers le mouvement ouvrier occidental, pas tant, bien sûr, en fonction de critères idéologiques, mais sur la base de l'expérience réalisée qui prouve :

- que le monde « libre » préfère aujourd'hui s'entendre avec la bureaucratie en place que d'encourager une contestation qu'il est loin de contrôler;
- que l'eurocommunistation des PC permet un début d'intervention de ces mêmes PC et des syndicats qu'ils dominent, intervention infiniment plus gênante » de Carter.

Bien entendu cette intervention encore trop timide dépend des pressions antibureaucratiques venant de la peur salutaire du « socialisme réellement existant » qui se manifeste à la base des organisations ouvrières occidentales. Sur ce terrain, les militants marxistes révolutionnaires peuvent prendre des initiatives qui auront un gros impact ici comme là-bas. Il n'est pas exagéré de dire que dans



Sur les chantiers navals de Gdansk.

A PRAGUE, RENCONTRE AVEC DES PORTE-PAROLE DE LA CHARTE 77

Extrait du *Peuple*, numéro 1039, du 1er au 15 juin 1978

Interrogé, à son retour à Paris, par plusieurs journalistes à propos d'éventuels contacts avec des signataires de la «Charte 77» en Tchécoslovaquie, René Duhamel, Secrétaire de la CGT, a fait la déclaration suivante :

« En marge des travaux du IXe Congrès syndical mondial, une délégation du Bureau confédéral de la CGT, composée de Georges Séguy, André Allamy, Henri Krasucki, Jeanine Marest et moi-même, a rencontré une délégation du Conseil central des syndicats tchécoslovaques, conduite par son Président Karel Hoffmann.

Durant plus de deux heures, la délégation de la CGT a protesté contre la répression pour délit d'opinion qui frappe, en Tchécoslovaquie, les signataires de la «Charte 77» sur les libertés, ceux qui la soutiennent ou tout simplement refusent de la condamner.

Elle a réclamé qu'il soit mis fin aux scandaleux «interdits professionnels» qui frappent ces mêmes personnes.

Par ailleurs, en accord avec la délégation de la CGT, j'ai eu la possibilité de m'entretenir longuement avec plusieurs porte-parole de la «Charte 77» : Karel Bartosek, historien (aujourd'hui ouvrier dans une station de pompage), Jiri Cutka, professeur d'histoire (aujourd'hui maçon), Thomas Urba, psychologue, Julius Tomin, philosophe (depuis trois ans au chômage), Prokop Voskovec, metteur en scène de théâtre et écrivain (aujourd'hui veilleur de nuit dans un hôtel), Marta Kubisova, chanteuse, Jan Moravec, metteur en scène de cinéma, Rudolph Slansky, ingénieur économiste, fils de l'ancien secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, pendu lors des grandes «purgés» des années cinquante.

Ces personnes, de générations différentes, d'opinions ou croyances les plus diverses, de toutes origines sociales, mais toutes attachées à l'idée même du socialisme dans la liberté, ont fait devant moi la preuve de la réalité des mesures répressives pour délit d'opinion.

A partir d'exemples concrets, ils ont montré comment à la répression brutale se substitue (ou s'ajoute) une répression insidieuse qui vise à briser le moral des contestataires : refus d'embauche, licenciements successifs, enfants renvoyés de l'Université, etc.

Malgré ces mesures répressives les signataires de la «Charte» se refusent à émigrer comme on les y incite. Ils entendent lutter, sur place, pour le socialisme et la liberté.

Il est apparu nettement au cours de la discussion que certaines campagnes menées dans les pays occidentaux auxquelles s'associent volontiers des adversaires du socialisme, non seulement n'aident pas les signataires de la «Charte 77», mais portent préjudice à leur cause en dénaturant le véritable caractère de leur action.

En réponse à ces informations, j'ai cru devoir rappeler la condamnation par la CGT de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, ainsi que ses positions fondamentales concernant les libertés et les droits de l'homme dans les pays socialistes.

J'ai fait connaître aux signataires de la «Charte 77» la récente déclaration de la CGT à propos des «interdits professionnels» en Tchécoslovaquie.

Je les ai assurés également que «toutes celles, tous ceux qui, quelque part dans le monde - où que ce soit - luttent pour le progrès social, la liberté ou la paix, peuvent compter sur la fidélité de la CGT aux grandes traditions de solidarité ouvrière internationale».

Paris, le 2 mai 1978

une large mesure l'évolution politique de l'opposition dans les Etats ouvriers bureaucratisés sera déterminée par le degré d'implication du mouvement ouvrier international dans sa défense. Réciproquement, seule une défense en pratique des victimes de la répression stalinienne par les organisations ouvrières pourra convaincre la masse des travailleurs échaudés par l'expérience soviétique, que le socialisme implique la démocratie ouvrière.

En France, la CGT est restée à la FSM la seule centrale tant soit peu représentative du monde capitaliste, lui conférant par ce fait même encore l'apparence d'une fédération mondiale de syndicats. Mais il ne fait aucun doute que les déclarations orchestrées autour du dernier Congrès de la FSM à Prague (voir les encarts dans cet article), comme la Charte universelle des syndicats qu'elle y avait fait adopter de force (qui reconnaissait - y compris dans les pays dits «socialistes» - le droit de grève, la liberté de fonder des organisations syndicales indépendantes de l'Etat et du parti, l'interdiction de la discrimination dans le travail pour ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses, etc) permettent une activité «légitime» des militants syndicaux français. Notons en passant que cette orientation nouvelle de la CGT publiquement affichée en 1977 (voir *Le Peuple* du 1er au 15 octobre 1977, organe officiel de la CGT) n'a été que peu discutée dans les sections syndicales, ce qui fait qu'il est, pour une fois, très utile de disposer des prises de positions officielles de la CGT pour convaincre une base quelquefois réticente sur l'opportunité de s'engager à défendre des oppositionnels (voir entre autres *Le Peuple* du 1er au 15 juin 1978).

A chaque fois que c'est possible, cette activité de soutien doit aller plus loin que le vote de motions de protestation contre un cas connu de répression. Elle peut aller jusqu'à l'envoi de délégations dûment mandatées sur place pour y

EN TUNISIE, EN TCHECOSLOVAQUIE EN IRAN, ... ET AILLEURS

Extraits
de l'Ingénieur métallurgiste
Numéro 144, janvier 1979

La CGT n'a jamais séparé la lutte pour la défense des revendications économiques et sociales de l'action pour le maintien de la paix, le développement de rapports internationaux permettant l'établissement d'un climat mondial de coopération entre les peuples.

La défense de la liberté, et de toutes les libertés, a toujours été au cœur de nos préoccupations.

On ne peut pas tolérer ce qui se passe au Chili où la junte militaire vient encore d'accentuer la répression anti-syndicale.

On ne peut pas tolérer les verdicts des procès en Tunisie au cours desquels les inculpés ont été privés de toute véritable défense.

On ne peut tolérer les brutalités policières et les interventions des militaires. les

assassinats, les disparitions que ce soit en Iran, en Afrique du Sud, en Argentine ou ailleurs.

On ne peut pas tolérer que les droits et libertés des hommes et des femmes soient bafoués, que des pressions psychologiques soient exercées sur eux.

Aussi, il est normal que le SNCIM s'associe aux différentes démarches et interventions de la CGT.

Parfois, en plus du caractère général de la répression, il y a celle qui touche particulièrement les ingénieurs et les cadres. C'est le cas d'un ingénieur tchèque, Petr Uhl. La section SNCIM de la Régie Renault à Boulogne, alertée de cette affaire, a proposé à notre direction nationale d'intervenir.

C'est le sens de la lettre ci-dessous :

Jaroslav Bubenik
Comité d'entreprise du
Mouvement révolutionnaire
des Syndicats ZV-ROH
Entreprise POTRUBI -
PRAHA NP
Gorkeho Namesti - PRAHA 1

« Camarades,

Il a été porté à notre connaissance un cas de licenciement, celui de Petr Uhl, ingénieur à l'entreprise nationale Potrubi à Prague.

Ce licenciement nous préoccupe particulièrement parce que, d'après les informations que nous avons, les motifs invoqués seraient que M. Petr Uhl ne satisfait pas aux exigences politico-morales demandées aux travailleurs de l'entreprise Potrubi, car il a signé « la soi-disant déclaration de la Charte 77 ».

Notre objectif est la défense des intérêts de tous les travailleurs, ce qui se traduit par



notre position sur la question fondamentale des sanctions professionnelles sur une base politique :

* une société socialiste développée doit garantir des droits de l'homme très supérieurs à ceux reconnus dans le régime capitaliste,

* l'expression d'une opinion opposée ou différente ne peut être considérée comme un délit, mais relève de la discussion et du débat politique,

* le droit élémentaire au travail n'est vraiment assuré que lorsqu'il garantit un accès égal aux professions et aux responsabilités à partir de critères de connaissances, de compétences clairement et conventionnellement établis, excluant tout abstraction.

Nous vous rappelons également que, lors du IXe Congrès de la FSM qui s'est tenu à Prague, il a été adopté la Déclaration universelle des Droits syndicaux qui proclame que nul ne doit pouvoir être lésé dans son travail du fait de ses opinions politiques et que le rôle des syndicats est de veiller au respect partout et par tous de ces droits syndicaux et non de souscrire à leur négation.

(...)

Dans l'attente de votre réponse, recevez, camarades, nos salutations syndicalistes».

Nous n'avons pas reçu, à ce jour, de réponse. Par contre, Petr Uhl nous a adressé la lettre suivante :

« Chers camarades,

J'ai bien reçu la copie de votre lettre du 5 septembre 1978 adressée à Jaroslav Bubenik, président du Comité d'entreprise du Mouvement révolutionnaire des Syndicats de l'entreprise nationale Potrubí Praha.

Votre lettre représente un grand appui moral pour moi et pour mes amis qui se trouvent dans une situation analogue à la mienne. Dans notre pays, les syndicats français - et la CGT tout d'abord - jouissent de la réputation de l'instrument des travailleurs qui défend leurs intérêts et qui, à la fois, applique les principes de la solidarité internationale des travailleurs.

Je suis pleinement d'accord avec tout ce que vous écrivez dans votre lettre; en ce qui nous concerne, nous essayons de mettre au jour les mêmes principes dans notre propre pays, surtout le principe d'un accès égal aux professions et aux responsabilités sans une discrimination quelconque. La Déclaration universelle des Droits syndicaux (publiée récemment, même en Tchécoslovaquie), notre Constitution, nos lois, ainsi que les deux

vactes internationaux sur les Droits de l'Homme (devenus partie intégrante de l'ordre de droit tchécoslovaque) représentent la base de notre activité. Mais les syndicats tchécoslovaques officiels ne font absolument rien dans ce sens, au contraire : ils prennent part à la discrimination politique dans l'emploi et dans la profession. Dans notre pays, les syndicats ne sont pas un instrument des travailleurs, mais un organisme bureaucratique. Il est dans l'intérêt des travailleurs de l'Europe occidentale de le démasquer et de dresser une autre conception des syndicats dans un système socialiste que celle qui est pratiquée dans les pays qui se disent socialistes aujourd'hui. Et je pense, selon votre lettre, que vous marchez par un bon chemin. Je me permets d'attirer votre attention sur les initiatives syndicales indépendantes - en URSS, en Pologne et, en perspective aussi, en Tchécoslovaquie - qui sont et seront une réponse naturelle à l'absence d'un mouvement syndical réel dans ces pays. Votre appui à ces initiatives serait un pas à la réhabilitation d'un véritable internationalisme prolétarien.

(...)

Recevez, chers camarades, l'expression de mes salutations fraternelles et syndicales.

discuter avec tel ou tel travailleur privé de son emploi, y discuter également avec le syndicat de l'entreprise qui a accepté le licenciement, bref, tisser un minimum de liens vivants entre travailleurs d'une même branche des deux côtés du «rideau de fer». Bien entendu, l'envoi de délégations mandatées est certainement le plus efficace, mais même des contacts informels - qui peuvent de toutes façons être préalables à l'envoi de délégations

«officielles» - sont extrêmement importants.

Une telle activité est aujourd'hui possible parce qu'à la différence des années cinquante-soixante, on sait maintenant parfaitement à qui s'adresser pour manifester son soutien au moins dans quatre pays (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et même URSS). Il serait quand même honteux pour le

mouvement ouvrier occidental que des listes de militants courageux qui ont osé donner leur nom et leur adresse ne circulent que pour le plus grand profit de la police politique. Rien qu'en Roumanie où la répression est l'une des plus terribles, le SLOMR (Syndicat libre des travailleurs de Roumanie - *sindicatul liber al oamenilor din România*) revendique 1600 adhérents et vient de lancer un appel aux syndicats occidentaux (voir *Rouge* des 5 et 12 avril 1979).

Liberté pour nos camarades du PST Péruvien

Dimanche 22 avril, 31 militants du *Partido Socialista de los Trabajadores* (Parti socialiste des travailleurs - PST - organisation de la IVe Internationale) ont été arrêtés pendant une assemblée générale dans le local du Parti. Parmi les détenus se trouvent six enfants, qui accompagnaient leurs parents à la réunion. Dans les militants arrêtés figurent Juan Villa, secrétaire général du PST et membre du comité exécutif du FOCEP; Carlos Delgado, secrétaire de l'organisation et membre du FOCEP de Lima; Fernando Gutierrez, autre dirigeant de l'organisation.

Cette offensive répressive de la junte militaire péruvienne est la poursuite de la politique de répression menée par les militaires contre le mouvement ouvrier, dont les plus récents effets ont été l'interdiction de la Fédération syndicale des métallos et des mineurs et l'attaque contre les paysans d'Alto Piura, qui avaient effectué des occupations de terres, ainsi que la répression brutale et l'assassinat de plusieurs ouvriers des usines de *Cromotex* et d'*Hercules*, où les travailleurs avaient pris le contrôle des usines, pour empêcher le lock-out, réponse du patronat à leurs revendications.

De la même façon, la junte militaire prépare avec les partis bourgeois une loi électorale afin d'empêcher la participation de la gauche et du mouvement ouvrier à la campagne électorale et même au parlement qui sera élu. Par exemple, on étudie à l'Assemblée nationale constituante la possibilité d'inclure une réglementation restrictive pour la participation électorale, par

exemple, l'exigence pour tous les partis politiques, indépendamment des alliances et des fronts qu'ils peuvent former, de réunir 100 000 signatures pour obtenir le droit de participer aux élections.

D'autre part, le processus d'unification entre le PST et le PRT, dont le camarade Hugo Blanco est membre, nous montre une fois de plus que ces attaques de la dictature militaire contre les militants révolutionnaires ne sont rien d'autre que des coups dirigés contre les secteurs populaires révolutionnaires qui trouvent leur expression politique dans la personne du camarade Blanco.

Nous lançons un nouvel appel à la solidarité internationale pour que soit dénoncée ouvertement et partout cette nouvelle escalade répressive de la dictature péruvienne contre le mouvement ouvrier, qu'elle cherche à isoler en vue des prochaines élections, et pour que soit exigée la liberté immédiate des camarades arrêtés, membres du PST péruvien.

Amnesty International s'est prononcé dans ce sens en Grande-Bretagne et en Allemagne. Plusieurs télégrammes ont été envoyés aux ambassades péruviennes, dans différents pays d'Europe. Parmi ceux-ci, on peut citer ceux du Bureau exécutif de l'organisation des étudiants suisses, de la section de l'enseignement du syndicat des services publics de Suisse, des professeurs de l'Université de Neuchâtel, des conseillers du Parti socialiste suisse (Heidi Deneys, Jean-Philippe Gloor et Gilbert Baechtold), ainsi que ceux de

membres du conseil national du Parti du Travail (PC) : André Huret et Armand Forel. La direction nationale du Parti socialiste suisse s'est prononcée dans le même sens.

Dans plusieurs pays européens, on appelle à des piquets devant les ambassades du Pérou pour protester contre les abus commis par la dictature péruvienne, et on met tout en œuvre pour arriver à ce que l'opinion publique européenne, à travers les organes d'information, prenne conscience de ces violations et organise la solidarité internationale avec le mouvement ouvrier péruvien, qui affronte le gouvernement militaire réactionnaire et la crise imposée par l'impérialisme.

Nous demandons à nos lecteurs d'envoyer des messages, exigeant la libération des camarades du PST, aux ambassades du Pérou de leurs pays respectifs, et d'en faire parvenir des copies à *Inprecor*.

DERNIERE MINUTE :

Le 29 avril, 16 camarades ont été relâchés. La solidarité qui s'est manifestée à leur égard a été déterminante pour obliger la junte à céder. Au Pérou, Hugo Blanco et Henrique Fernandez ont mené une grève de la faim du 25 au 30 avril. Du monde entier, des télégrammes ont été envoyés.

Mais cinq militants restent encore emprisonnés, et parmi eux, quatre étrangers qui sont menacés d'extradition. Nous devons exiger leur libération immédiate et la possibilité pour eux de quitter le Pérou pour le pays de leur choix.